

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/12173]

12 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réforme de la carrière des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, notamment l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la naissance et de l'enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, notamment l'article 140, § 3 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, notamment l'article 24 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant désignation pour le Ministère de la Communauté française des supérieurs hiérarchiques compétents pour l'évaluation, le stage et le régime disciplinaire en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement - Ministère de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 portant désignation pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance des supérieurs hiérarchiques compétents pour l'évaluation, le stage et le régime disciplinaire en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2000 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la Formation en cours de carrière ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, à l'exception du Commissariat général aux Relations internationales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mars 2010 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 relatif au cadre et au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juin 2018 portant modification du régime pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 septembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 octobre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 octobre 2018 ;

Vu le « test genre » du 25 octobre 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 12 novembre 2018 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 16 novembre 2018 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication, donné le 6 décembre 2018 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la formation en cours de carrière, donné le 21 décembre 2018 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, donné le 16 janvier 2019 ;

Vu l'absence d'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel rendu dans le délai requis ;

Vu le protocole n° 505 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 25 janvier 2019 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 11 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, est modifié comme suit :

1° au § 2 sont ajoutés les trois alinéas suivants :

« A l'exception de la carrière plane et de l'accession de niveau visée aux articles 44 à 45, les grades de promotion jusque et y compris au grade de rang 15 sont répartis en grades d'encadrement et grades d'expert.

Sauf disposition contraire, les compétences d'attribution ou délégations conférées aux agents titulaires d'un grade de rang 12 en application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, sont exclusivement exercées par les agents titulaires d'un grade d'encadrement de rang 12.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 11 exerce les compétences conférées aux agents titulaires d'un grade de rang 12 par l'article 5 du présent statut ainsi qu'en matière disciplinaire, de stage et d'évaluation sans toutefois pouvoir être l'évaluateur visé à l'article 88 alinéa 2. » ;

2° au § 3, 1°, les mots « le personnel expert » sont remplacés par les mots « le personnel spécialisé ».

Art. 2. A l'article 4, alinéa 2, du même arrêté, les mots « 60 jours ouvrables » sont remplacés par les mots « 60 jours calendrier ».

Art. 3. A l'article 13, alinéa 2, 2°, du même arrêté, les mots « Conseil de direction » sont remplacés par les mots « Comité de direction ».

Art. 4. Sous le titre VIII « De la carrière, Chapitre Ier : Généralités » du même arrêté est insérée la mention suivante :

« *Section I^{ère}.* — De la vacance d'emploi ».

Art. 5. A l'article 38, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « de rang 12 » sont remplacés par les mots « de rang 11 ou 12 ».

Art. 6. Après l'article 40 du même arrêté, il est inséré une section 2 rédigée comme suit :

« *Section II.* — De la vacance de grade d'expert

Art. 40/1. — Les grades d'expert autres que le grade de directeur général adjoint expert sont attribués sur vacance de grade dans les limites d'un nombre de grades à attribuer tel que fixé par le Gouvernement.

Art. 40/2. — Le Gouvernement ou le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir peut déclarer vacant tout grade d'expert définitivement dépourvu de titulaire ou tout grade d'expert qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les douze mois à venir en vue d'y pourvoir par promotion par avancement de grade ou, selon le cas, par accession au niveau supérieur.

Art. 40/3. — La vacance de grades d'expert est portée à la connaissance des agents lors de l'appel aux candidats.

A l'appel aux candidats est joint un canevas de candidature dont le modèle est établi par le Comité de direction de manière à permettre à chaque candidat de faire valoir son degré d'expertise dans la fonction qu'il exerce, notamment l'apport de cette expertise pour le bon fonctionnement du service et la bonne gestion des compétences à l'exercice desquelles il contribue.

Les candidats à un même grade sont répartis en trois groupes qui les classent selon leur degré d'expertise.

Art. 40/4. — Le Comité de direction formule une proposition provisoire de classement en émettant pour chaque candidat un avis motivé quant au choix du groupe au sein duquel il classe sa candidature.

Pour le classement aux grades des rangs 31 et 21, les candidats qui se prévalent d'un ou plusieurs titres de compétence, au sens de l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française dont assentiment par décret du 24 octobre 2003 ou toutes autres dispositions qui s'y substitueraient, qui couvrent d'une manière suffisamment substantielle la fonction qu'ils exercent sont d'office classés dans le 1^{er} groupe rassemblant les candidats dont le degré d'expertise est le plus élevé. Ce classement d'office n'est pas applicable lorsque le ou l'un des titres devant être pris en considération a, dans la carrière du candidat, déjà été pris en compte pour obtenir un changement de groupe de qualification.

Chaque candidat reçoit contre récépissé ou par lettre recommandée l'avis motivé qui le concerne.

Le candidat qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa précédent, introduire une réclamation devant le Comité de direction.

Il est entendu à sa demande. Il peut se faire assister par toute personne de son choix à l'exception d'un membre du Comité de direction.

Après examen des réclamations, le Comité de direction formule une proposition définitive de classement. A défaut de réclamation, la proposition provisoire de classement devient définitive.

Art. 40/5. – Outre la répartition des candidats en trois groupes, la proposition définitive de classement classe, au sein de chaque groupe, les candidats par ancienneté.

L'ordre de préférence entre les agents dont l'ancienneté doit être comparée s'établit de la façon suivante :

1° l'agent dont l'ancienneté de service est la plus grande ;

2° à égalité d'ancienneté de service, l'agent dont l'ancienneté de niveau est la plus grande ;

3° à égalité d'ancienneté de niveau, l'agent le plus âgé.

Art. 40/6. – Lorsque le premier groupe comporte moins de candidats que de grades à pourvoir, le Comité de direction décide s'il est fait appel au groupe suivant ou si l'offre de grades est reportée à une prochaine sélection.

Lorsque le premier groupe comporte plus de candidats que de grades à pourvoir, une durée de validité d'un an, renouvelable par période d'un an avec un maximum de trois reconductions, est attribuée à la sélection.

Art. 40/7. – La nomination à un grade d'expert n'emporte en soi pour l'agent promu aucun changement d'emploi ni aucun changement du régime de travail appliqué au moment de la nomination. ».

Art. 7. L'article 43 du même arrêté est modifié comme suit :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La promotion par accession au niveau supérieur dans un emploi de recrutement et la promotion par avancement de grade dans un grade d'encadrement ne peuvent avoir lieu qu'en cas de vacance d'un emploi permanent du grade à conférer.

La promotion par accession au niveau supérieur ou par avancement de grade dans un grade d'expert ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance du grade à conférer. » ;

2° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « vacance d'un emploi » ainsi que les mots « vacance d'emploi » sont respectivement remplacés par les mots « vacance d'un emploi ou d'un grade » et « vacance d'emploi ou de grade ».

3° au § 2, alinéas 2 et 3, les mots « vacance d'emploi » sont remplacés par les mots « vacance d'emploi ou de grade » ;

4° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « vacance d'emploi » sont remplacés par les mots « vacance d'emploi ou de grade ». A l'alinéa 2, les mots « tout emploi » sont remplacés par « tout emploi ou grade » ;

5° le § 4 est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Pour les candidats à la promotion par accession au niveau supérieur et à la promotion par avancement de grade, l'ancienneté acquise en qualité de membre du personnel contractuel est réputée avoir été acquise en qualité d'agent statutaire. ».

Art. 8. Sous le titre VIII « De la carrière, Chapitre II – De la promotion, Section II – De la promotion par accession au niveau supérieur » du même arrêté est insérée la mention « A. Accession aux emplois de recrutement ».

Art. 9. Après l'article 45 du même arrêté, il est inséré un littéra B, rédigé comme suit :

« B. Accession aux grades d'expert senior

Art. 45/1. – La promotion par accession à un niveau supérieur à un grade d'expert senior est organisée selon les modalités fixées aux articles 40/1 à 40/7.

Art. 45/2. – Les agents qui sont titulaires d'un grade de niveau 2+, qui comptent quinze ans d'ancienneté de service au moins et qui sont âgés d'au moins 47 ans peuvent être promus au grade d'expert senior de rang 10, attaché senior.

Art. 45/3. – Les agents qui sont titulaires d'un grade de niveau 2, qui comptent quinze ans d'ancienneté de service au moins et qui sont âgés d'au moins 47 ans peuvent être promus au grade d'expert senior de rang 10, attaché senior.

Art. 45/4. – Les agents qui sont titulaires d'un grade de niveau 3, qui comptent quinze ans d'ancienneté de service au moins et qui sont âgés d'au moins 47 ans peuvent être promus au grade d'expert senior de rang 20, assistant senior. ».

Art. 10. Après l'article 54 du même arrêté est insérée la mention « D1. Grades d'encadrement ».

Art. 11. L'article 55 du même arrêté est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « à un grade de rang 12 » sont remplacés par les mots « à un grade d'encadrement de rang 12. » ;

2° il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit :

« Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 10 ou du rang 11 acquis en carrière plane et qui comptent au moins quatre ans d'ancienneté dans le niveau 1, peuvent être promus à un grade d'encadrement du rang 11. ».

Art. 12. Dans l'article 56 du même arrêté, les mots « au moins » sont ajoutés entre « comptent » et « quatre ans d'ancienneté » et les mots « au rang 27 » sont remplacés par les mots « à un grade d'encadrement du rang 27. ».

Art. 13. Dans l'article 57 du même arrêté, les mots « au moins » sont ajoutés entre « comptent » et « quatre ans d'ancienneté » et les mots « au rang 22 » sont remplacés par les mots « à un grade d'encadrement du rang 22. ».

Art. 14. Dans l'article 58 du même arrêté, les mots « au moins » sont ajoutés entre « comptent » et « quatre ans d'ancienneté » et les mots « au rang 32 » sont remplacés par les mots « à un grade d'encadrement du rang 32. ».

Art. 15. L'article 59 du même arrêté est rétabli dans la forme suivante :

« Art. 59. – Par grade d'encadrement au sens des articles 55 à 58, on entend tous les grades des rangs correspondants à l'exception des grades d'expert. ».

Art. 16. Après l'article 59 du même arrêté, il est inséré un littera D2, rédigé comme suit :

« D2. Grades d'expert

Art. 59/1. – Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 10 ou du rang 11 acquis en carrière plane et qui comptent au moins quatre ans d'ancienneté dans le niveau 1 et six ans d'ancienneté de service, peuvent être promus au grade d'expert de rang 11, conseiller adjoint.

Art. 59/2. – Les agents qui sont titulaires du grade de conseiller adjoint depuis quatre ans au moins et qui comptent dix ans d'ancienneté de service au moins peuvent être promus au grade d'expert de rang 12, conseiller.

Art. 59/3. – Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 25 ou du rang 26 acquis en carrière plane et qui comptent au moins quatre ans d'ancienneté dans le niveau 2+ et six ans d'ancienneté de service, peuvent être promus au grade d'expert de rang 26, gradué expert.

Art. 59/4. – Les agents qui sont titulaires du grade de gradué expert depuis quatre ans au moins et qui comptent dix ans d'ancienneté de service au moins peuvent être promus au grade d'expert de rang 27, Premier gradué expert.

Art. 59/5. – Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 20 ou du rang 21 acquis en carrière plane et qui comptent au moins quatre ans d'ancienneté dans le niveau 2 et six ans d'ancienneté de service, peuvent être promus au grade d'expert de rang 21, assistant expert.

Art. 59/6. – Les agents qui sont titulaires du grade d'assistant expert depuis quatre ans au moins et qui comptent dix ans d'ancienneté de service au moins peuvent être promus au grade d'expert de rang 22, Premier assistant expert.

Art. 59/7. – Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 30 ou du rang 31 acquis en carrière plane et qui comptent au moins quatre ans d'ancienneté dans le niveau 3 et six ans d'ancienneté de service, peuvent être promus au grade d'expert de rang 31, adjoint expert.

Art. 59/8. – Les agents qui sont titulaires du grade d'adjoint expert depuis quatre ans au moins et qui comptent dix ans d'ancienneté de service au moins peuvent être promus au grade d'expert de rang 32, Premier adjoint expert. ».

Art. 17. Après l'article 68 du même arrêté, sont ajoutées les dispositions suivantes :

« Art. 68/1. – Les agents titulaires du grade de conseiller, de Premier gradué expert, de Premier assistant expert et de Premier adjoint expert peuvent respectivement concourir à la promotion aux emplois des rangs 12, 27, 22, 32 visés aux articles 55 à 58 du présent arrêté.

Pour ces agents, l'attribution de l'emploi s'opère par changement de grade.

Art. 68/2. – Les agents titulaires du grade de Directeur, de Premier gradué, de Premier assistant et de Premier adjoint qui comptent vingt ans d'ancienneté de service et cinq ans d'ancienneté de grade au moins, peuvent respectivement concourir à la promotion aux grades des rangs 12, 27, 22 et 32 visés aux articles 59/2, 59/4, 59/6 et 59/8.

Pour ces agents, l'attribution du grade s'opère par changement de grade.

A la date du changement de grade, l'emploi d'encadrement qu'ils occupent est réputé dépourvu de titulaire.

Au sein du service dont ils relèvent, ils sont réputés occuper un emploi du cadre en extinction

Art. 68/3. – Les agents titulaires du grade de Directeur adjoint qui comptent vingt ans d'ancienneté de service et cinq ans d'ancienneté de grade au moins peuvent concourir à la promotion au grade de rang 11 visé à l'article 59/1.

Pour ces agents, l'attribution du grade s'opère par changement de grade.

A la date du changement de grade, l'emploi d'encadrement qu'ils occupent est réputé dépourvu de titulaire.

Au sein du service dont ils relèvent, ils sont réputés occuper un emploi du cadre en extinction.

Art. 68/4. Les agents titulaires du grade de Conseiller adjoint peuvent concourir à la promotion à l'emploi de rang 11 visé à l'article 55 du présent arrêté.

Pour ces agents, l'attribution de l'emploi s'opère par changement de grade. ».

Art. 18. A l'article 87 du même arrêté, les mots « après l'entretien prévu à l'article 25, 5°, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux » sont remplacés par les mots « après l'entretien d'évaluation ».

Art. 19. L'article 88 du même arrêté est modifié comme suit :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « par le supérieur hiérarchique immédiat et le supérieur hiérarchique immédiat de rang 12 au moins » sont remplacés par les mots « par deux supérieurs hiérarchiques dont le supérieur hiérarchique immédiat » ;

2° entre les alinéas 1^{er} et 2, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Au plus tard dans les cinq jours ouvrables qui suivent la convocation à l'entretien d'évaluation, l'agent évalué peut demander qu'un des deux évaluateurs visés à l'alinéa 1^{er} soit un agent d'un grade d'encadrement de rang 12 au moins. » ;

3° au dernier alinéa, est ajoutée la phrase suivante :

« A défaut de recours visé à l'article 89, alinéa 1^{er}, l'attribution de la mention d'évaluation devient définitive à l'expiration du délai de recours. ».

Art. 20. L'article 89 du même arrêté est modifié comme suit :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « à l'alinéa 4 de l'article 88 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 5 de l'article 88 ».

2° au troisième alinéa est ajoutée la phrase suivante :

« L'attribution de la mention d'évaluation devient définitive à la date de notification de cette décision à l'agent concerné. ».

Art. 21. A l'article 90, § 4, du même arrêté, les mots « six mois » sont remplacés par les mots « trois mois ».

Art. 22. A l'article 90bis, alinéa 4, du même arrêté, les mots « 88, alinéas 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « 88, alinéas 3, 4 et 5 ».

Art. 23. L'article 107 du même arrêté est modifié comme suit :

1° l'alinéa 3 du § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La suppléance du magistrat peut être assurée par un magistrat, un fonctionnaire général ou un fonctionnaire général honoraire relevant du Comité du Secteur XVII.

Lorsque la suppléance est assurée par un fonctionnaire général, le président n'a pas voix délibérative. » ;

2° au dernier alinéa du § 1^{er}, les mots « par un fonctionnaire général honoraire » sont remplacés par les mots « par un fonctionnaire général ou un fonctionnaire général honoraire relevant du Comité du Secteur XVII » ;

3° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « ayant la qualité soit de magistrat soit de fonctionnaire général » sont remplacés par les mots « ayant la qualité de magistrat, de fonctionnaire général ou de fonctionnaire général honoraire relevant du Comité de Secteur XVII ».

Art. 24. Dans l'article 109 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le requérant peut récuser soit l'assesseur ou un de ses suppléants, soit, sur demande motivée, solliciter auprès du Président de la Chambre la récusation à la fois de l'assesseur et d'un de ses suppléants ou, par assesseur, de ses deux suppléants. La récusation s'opère d'office dans le premier cas et, lorsqu'elle fait l'objet d'une demande motivée, est accordée pour chaque assesseur ou assesseur suppléant dont l'impartialité pourrait être mise en cause. ».

Art. 25. L'article 120 du même arrêté est complété par six alinéas rédigés comme suit :

« Les grades d'expert autres que le grade de Directeur général adjoint-expert ne sont pas repris au cadre.

Pour chaque niveau, le nombre de grades d'expert est de 15 % du nombre de titulaires d'un emploi qui donne accès à la carrière d'expert dont, pour le niveau 1, entre 9 à 11 % de grades d'expert du 1^{er} rang et, pour les autres niveaux, entre 8 à 10% de grades d'expert du 1^{er} rang et un maximum de 2% de grades d'expert accessibles par promotion par accession au niveau supérieur. Une norme de programmation supérieure peut être fixée par le Gouvernement en début de législature, au plus tard au moment de l'adoption du contrat d'administration et au maximum pour la durée de ce contrat établi en application de l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'Intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII.

Au départ de leur titulaire, les grades d'expert sont d'office réputés définitivement dépourvus de titulaire pour autant que leur subsistance n'amène pas à dépasser la norme de programmation fixée en application de l'alinéa précédent.

Pour le Ministère de la Communauté française, le Comité de direction peut répartir en tout ou en partie les grades libérés par application de la norme de programmation visée à l'alinéa 3 entre le Secrétariat général et chaque Administration générale au prorata de leur nombre respectif d'emplois qui donnent accès à la carrière d'expert. En cette hypothèse et selon les modalités qu'il détermine, le Comité de direction peut déléguer en tout ou en partie la sélection aux membres du Comité de direction chacun pour ce qui concerne l'entité qu'il dirige.

Les titulaires des emplois du cadre bénéficiant d'un de ces grades d'expert sont, pour les emplois du cadre et les règles de mobilité entre ces emplois, réputés titulaires du grade correspondant à l'emploi du cadre dans lequel ils sont affectés. Les titulaires d'un grade d'expert d'un niveau supérieur peuvent toutefois être affectés dans un emploi de recrutement vacant de ce niveau.

Le nombre d'emplois d'encadrement de rang 11 ne peut être supérieur à 20% du nombre d'emplois d'encadrement de rang 12 repris au cadre. ».

Art. 26. L'article 129^{quater} du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« A la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 portant réforme de la carrière des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Secteur XVII, les membres du personnel de niveau 1 classés dans la catégorie du personnel expert en application de l'article 2 du présent arrêté sont réputés classés dans la catégorie du personnel spécialisé. ».

Art. 27. Le dispositif de l'annexe 1^{re} du même arrêté est remplacé par le dispositif suivant :

« **Annexe I**

Classement hiérarchique des grades

NIVEAU 1

A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales

Rangs

- 17 Secrétaire général ou Secrétaire générale
- 16+ Administrateur général ou Administratrice générale
- 16 Directeur général ou Directrice générale
- 15 Directeur général adjoint ou Directrice générale adjointe
- 15 Directeur général adjoint-expert ou Directrice générale adjointe-experte

B. Agents des autres catégories

Rangs

- 12 Directeur ou Directrice
- 11 Directeur adjoint ou Directrice adjointe (*)
- 12 Conseiller ou Conseillère
- 11 Conseiller adjoint ou Conseillère adjointe
- 11 Attaché principal ou Attachée principale
- 11 Inspecteur principal ou Inspectrice principale
- 10 Attaché ou Attachée
- 10 Inspecteur ou Inspectrice
- 10 Attaché senior ou Attachée senior

NIVEAU 2+

Rangs

- 27 Premier gradué ou Première graduée
- 27 Premier gradué-expert ou Première graduée-experte
- 26 Gradué-expert ou Gradué-experte
- 26 Gradué principal ou Gradué principale
- 25 Gradué ou Gradué

NIVEAU 2

Rangs

- 22 Premier assistant ou Première assistante
- 22 Premier assistant-expert ou Première assistante-experte
- 21 Assistant-expert ou Assistante-experte
- 21 Assistant principal ou Assistante principale
- 20 Assistant ou Assistante
- 20 Assistant senior ou Assistante senior

NIVEAU 3

Rangs

- 32 Premier adjoint ou Première adjointe
- 32 Premier adjointe-expert ou Première adjointe-experte
- 31 Adjoint-expert ou Adjointe-experte
- 31 Adjoint principal ou Adjointe principale
- 30 Adjoint ou Adjointe
- (*) Application de l'article 2, § 2, du statut ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Art. 28. Le tableau repris à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, est remplacé successivement comme suit :

1° à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, au 30 juin 2022, par le tableau suivant :

«

GRADES	GROUPES DE QUALIFICATION			
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
- Secrétaire général	170/1			
- Administrateur général	161/1			
- Directeur général	160/1			
- Directeur général adjoint	150/1			
- Directeur ou Conseiller	120/1	120/2	120/3	120/4
- Directeur adjoint ou Conseiller adjoint	110/1E	110/2E	110/3E	110/4E
- Inspecteur principal		110/2		
- Attaché principal	110/1	110/2	110/3	110/4
- Inspecteur		100/2 101/2* 102/2*		
- Attaché ou Attaché senior	100/1 101/1* 102/1*	100/2 101/2* 102/2*	100/3 101/3* 102/3*	100/4 101/4* 102/4*
- Premier gradué ou Premier gradué expert	270/1	270/2	270/3	
- Gradué expert	260/1E	260/2E	260/3E	
- Gradué principal	260/1	260/2	260/3	
- Gradué	250/1 251/1* 252/1*	250/2 251/2* 252/2*	250/3 251/3* 252/3*	
- Premier assistant ou Premier assistant expert	220/1	220/2		
- Assistant expert	210/1E	210/2E		
- Assistant principal	210/1	210/2		
- Assistant ou Assistant senior	200/1 201/1* 202/1*	200/2 201/2* 202/2*		
- Premier adjoint ou Premier adjoint expert	320/1	320/2	320/3	
- Adjoint expert	310/1E	310/2E	310/3E	
- Adjoint principal	310/1	310/2	310/3	
- Adjoint	300/1 301/1* 302/1*	300/2 301/2* 302/2*	300/3 301/3* 302/3*	

»;

2° à partir du 1^{er} juillet 2022, par le tableau suivant :

«

GRADES	GROUPES DE QUALIFICATION			
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
- Secrétaire général	170/1			
- Administrateur général	161/1			
- Directeur général	160/1			
- Directeur général adjoint	150/1			
- Directeur ou Conseiller	120/1	120/2	120/3	120/4
- Directeur adjoint ou Conseiller adjoint	110/1E	110/2E	110/3E	110/4E
- Inspecteur principal		110/2		
- Attaché principal	110/1	110/2	110/3	110/4
- Inspecteur		100/2		
- Attaché ou Attaché senior	100/1	100/2	100/3	100/4

GRADES	GROUPES DE QUALIFICATION			
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
- Premier gradué ou Premier gradué expert	270/1	270/2	270/3	
- Gradué expert	260/1E	260/2E	260/3E	
- Gradué principal	260/1	260/2	260/3	
- Gradué	250/1	250/2	250/3	
- Premier assistant ou Premier assistant expert	220/1	220/2		
- Assistant expert	210/1E	210/2E		
- Assistant principal	210/1	210/2		
- Assistant ou Assistant senior	200/1	200/2		
- Premier adjoint ou Premier adjoint expert	320/1	320/2	320/3	
- Adjoint expert	310/1E	310/2E	310/3E	
- Adjoint principal	310/1	310/2	310/3	
- Adjoint	300/1	300/2	300/3	

».

Art. 29. L'article 30^{sexies} du même arrêté est modifié comme suit :

1° le 1^{er} tiret du § 1^{er} est remplacé par les deux tirets suivants :

« - dans le cas visé à l'article 69, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, lorsque la mutation s'opère dans un emploi de niveau 2+, 2 ou 3 ouvert au recrutement pour le candidat relevant d'un autre groupe de qualification mais pouvant se prévaloir d'un diplôme ou d'un certificat de formation professionnelle ou d'un ou plusieurs titres de compétence, au sens de l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française dont assentiment par décret du 22 octobre 2003 ou toutes autres dispositions qui s'y substitueraient, requis pour accéder à l'emploi à pourvoir ou couvrant de manière suffisamment substantielle les compétences décrites par le profil de fonction de l'emploi à pourvoir, le changement de groupe de qualification dans le groupe de qualification dont relève l'emploi à pourvoir s'opère d'office à la date de la mutation ;

- dans le cas visé à l'article 69, § 2, 1°, du même arrêté ou dans les cas assimilés, le changement de groupe dans le groupe de qualification 1 s'opère d'office à la date de la mutation ; » ;

2° au § 2, les mots « Les agents visés au § 1^{er}, 1^{er} tiret » sont remplacés par les mots « Les agents visés au § 1^{er}, 2^{ème} tiret ».

Art. 30. Dans l'article 32 du même arrêté, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Les agents qui bénéficient d'une des échelles de la carrière plane pécuniaire en application de l'article 29 du présent arrêté, tel qu'en vigueur au 30 juin 2022, bénéficient à partir du 1^{er} juillet 2022 de l'échelle de base visée à l'annexe 1 au présent arrêté. ».

Art. 31. L'annexe Ière du même arrêté est remplacée successivement comme suit :

1° à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, au 30 juin 2019, par l'annexe 1 au présent arrêté ;

2° du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, par l'annexe 2 au présent arrêté ;

3° du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, par l'annexe 3 au présent arrêté ;

4° du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022, par l'annexe 4 au présent arrêté ;

5° à partir du 1^{er} juillet 2022, par l'annexe 5 au présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance*

Art. 32. Dans l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, il est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Au même paragraphe, l'alinéa 4 doit se lire comme suit :

« A l'exception de la carrière plane et de l'accession de niveau visée aux articles 44 à 45, les grades de promotion jusqu'au grade de rang 15 sont répartis en grades de coordination et d'encadrement d'une part et en grades d'expert d'autre part. » ».

Art. 33. L'article 16 du même arrêté est rétabli dans la forme suivante :

« Article 16. – L'article 40/2 doit se lire comme suit :

« Article 40/2. – Le Conseil d'administration peut déclarer vacant tout grade d'expert définitivement dépourvu de titulaire ou tout grade d'expert qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les douze mois à venir en vue d'y pourvoir par promotion par avancement de grade ou, selon le cas, par accession au niveau supérieur. » ».

Art. 34. L'article 17 du même arrêté est rétabli dans la forme suivante :

« Article 17. – Aux articles 40/3, 40/4 et 40/6, les mots « Comité de direction » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction » ».

Art. 35. L'article 18 du même arrêté est rétabli dans la forme suivante :

« Article 18. – A l'article 43, § 1^{er}, l'alinéa 1^{er} doit se lire comme suit :

« La promotion par accession au niveau supérieur dans un emploi de recrutement et la promotion par avancement de grade dans un grade de coordination ou d'encadrement ne peuvent avoir lieu qu'en cas de vacance d'un emploi permanent du grade à conférer. » ».

Art. 36. Après l'article 18 du même arrêté, sont insérés cinq articles rédigés comme suit :

« Article 18/1. – Après l'article 54, la mention D1 doit se lire comme suit : « D1. Grades de coordination et d'encadrement. ».

Article 18/2. – L'article 56 doit se lire comme suit :

« Article 56. – Les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 25 ou du rang 26 et qui comptent quatre ans d'ancienneté dans le niveau 2+, peuvent être promus à un grade de coordination ou d'encadrement du rang 27. ».

Article 18/3. – L'article 59 doit se lire comme suit :

« Article 59. – Par grade de coordination au sens de l'article 56 ou d'encadrement au sens des articles 55 à 58, on entend tous les grades des rangs correspondants à l'exception des grades d'expert. ».

Article 18/4. – Dans l'article 68/2, l'alinéa 3 doit se lire comme suit :

« A la date du changement de grade, l'emploi de coordination ou d'encadrement qu'ils occupent est réputé dépourvu de titulaire. ».

Article 18/5. – Dans l'article 68/3, l'alinéa 3 doit se lire comme suit :

« A la date du changement de grade, l'emploi de coordination ou d'encadrement qu'ils occupent est réputé dépourvu de titulaire. » ».

Art. 37. L'article 29 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 29. - : L'article 120 doit se lire comme suit :

« Article 120. Les emplois du cadre de l'Office sont globalisés, au moins au niveau des Services généraux de l'administration centrale.

Les grades d'expert autres que le grade de Directeur général adjoint-expert ne sont pas repris au cadre.

Pour chaque niveau, le nombre de grades d'expert est de 15 % du nombre de titulaires d'un emploi qui donne accès à la carrière d'expert dont, pour le niveau 1, entre 9 à 11 % de grades d'expert du 1^{er} rang et, pour les autres niveaux, entre 8 à 10% de grades d'expert du 1^{er} rang et un maximum de 2% de grades d'expert accessibles par promotion par accession au niveau supérieur. Une norme de programmation supérieure peut être fixée par le contrat de gestion, lequel peut retenir le principe d'une évaluation annuelle.

Au départ de leur titulaire, les grades d'expert sont d'office réputés définitivement dépourvus de titulaire pour autant que leur subsistance n'amène pas à dépasser la norme de programmation fixée en application de l'alinéa précédent.

Les titulaires des emplois du cadre bénéficiant d'un de ces grades d'expert sont, pour les emplois du cadre et les règles de mobilité entre ces emplois, réputés titulaires du grade correspondant à l'emploi du cadre dans lequel ils sont affectés. Les titulaires d'un grade d'expert d'un niveau supérieur peuvent toutefois être affectés dans un emploi de recrutement vacant de ce niveau.

Le nombre d'emplois d'encadrement de rang 11 est fixé par le contrat de gestion. » ».

Art. 38. Après l'article 37, il est inséré un article 37/1 rédigé comme suit :

« Article 37/1. – A l'annexe I du même arrêté, sous la mention « Echelles de niveau 2+ », les mots « 5. Echelles d'expert et d'encadrement » doivent se lire comme suit : « 5. Echelles d'expert, de coordination et d'encadrement. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant désignation pour le Ministère de la Communauté française des supérieurs hiérarchiques compétents pour l'évaluation, le stage et le régime disciplinaire en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Art. 39. L'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant désignation pour le Ministère de la Communauté française des supérieurs hiérarchiques compétents pour l'évaluation, le stage et le régime disciplinaire en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, est remplacée par l'annexe suivante :

«

Annexe

I. EVALUATION	
Agent soumis à l'évaluation	Deux supérieurs hiérarchiques dont le supérieur hiérarchique immédiat en application des articles 51, 87, 88 et 90 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, dont un agent d'encadrement de rang 12 au moins si l'agent soumis à l'évaluation le demande
1° agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 12	Les deux fonctionnaires généraux sous l'autorité effective desquels l'agent est le plus directement placé
2° agent titulaire d'un grade de rang 12 autre que d'encadrement ou de rang 11 à 30	Deux supérieurs hiérarchiques dont le supérieur hiérarchique immédiat
II. STAGE	
Stagiaire	Le supérieur hiérarchique compétent en application des articles 2 et 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française
1° candidat aux niveaux 1 à 3	L'agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 11 au moins sous l'autorité directe duquel le stagiaire se trouve suivant la structure de l'administration à la disposition de laquelle il est mis
2° stage au sein d'un Cabinet ministériel d'un membre du Gouvernement de la Communauté française	Le Ministre ou son délégué
III. REGIME DISCIPLINAIRE	
Agent soumis au régime disciplinaire	Le supérieur hiérarchique compétent en application de l'article 103 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française
1° agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 12 ou d'un grade de rang 15 à 16+	Le fonctionnaire général sous l'autorité duquel se trouve l'agent concerné
2° agent titulaire d'un grade de rang 12 autre que d'encadrement ou de rang 11 à 30	Le supérieur hiérarchique titulaire d'un grade d'encadrement de rang 11 au moins dont l'agent dépend le plus directement

».

CHAPITRE V. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française*

Art. 40. L'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française, est modifié comme suit :

1° au 1°, il est ajouté un littéra c, rédigé comme suit :

« c) pour déclarer vacants les grades d'expert en application de l'article 40/2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française dans les limites de la norme de programmation fixée en application de l'article 120 du même arrêté en ce compris en ce que ces dispositions s'appliquent par référence aux membres du personnel contractuel soumis à l'article 14/2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII. »;

2° aux 3°, 4° et 7°, les mots « jusqu'au rang 11 inclus » sont remplacés par les mots « à l'exclusion des grades d'encadrement et du grade de Directeur général adjoint expert, ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement – Ministère de la Communauté française*

Art. 41. L'annexe 1^{ère} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les Services du Gouvernement – Ministère de la Communauté française, est remplacée par l'annexe 6 au présent arrêté.

Art. 42. A l'annexe 2 du même arrêté, les mentions « Attaché-Expert-3 », « Attaché-Expert-2 » et « Attaché-Expert-1 » sont respectivement remplacées par les mentions « Attaché-Spécialisé-3 », « Attaché-Spécialisé-2 » et « Attaché-Spécialisé-1 ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 portant désignation pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance des supérieurs hiérarchiques compétents pour l'évaluation, le stage et le régime disciplinaire en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance*

Art. 43. L'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 portant désignation pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance des supérieurs hiérarchiques compétents pour l'évaluation, le stage et le régime disciplinaire en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, est remplacée par l'annexe suivante :

« Annexe

I. Evaluation	
Agent soumis à l'évaluation	Deux supérieurs hiérarchiques dont le supérieur hiérarchique immédiat en application des articles 51, 87, 88 et 90 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française tel que rendu applicable à l'ONE par l'arrêté du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance dont un agent d'encadrement de rang 12 au moins si l'agent soumis à l'évaluation le demande
1° agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 12	1° Les deux fonctionnaires généraux sous l'autorité effective desquels l'agent est le plus directement placé.
2° agent titulaire d'un grade de rang 12 autre que d'encadrement ou de rang 11 à 30	2° Deux supérieurs hiérarchiques dont le supérieur hiérarchique immédiat
II. Stage	
Stagiaire	Supérieur hiérarchique compétent en application de l'article 23 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française tel que rendu applicable à l'O.N.E par l'arrêté du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance
1° candidat de niveau 1 ou 2+	1° l'agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 11 au moins sous l'autorité directe duquel le stagiaire se trouve
2° candidat de niveau 2 ou 3	2° l'agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 22 ou, à défaut, d'un grade d'encadrement de rang 27 ou de niveau 1 sous l'autorité directe duquel le stagiaire se trouve
III. Régime disciplinaire	
Agent soumis au régime disciplinaire	Supérieur hiérarchique compétent en application de l'article 103 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française tel que rendu applicable à l'ONE par l'arrêté du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance
1° agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 12 ou d'un grade de rang 15 ou 16	1° le fonctionnaire général sous l'autorité duquel se trouve l'agent concerné
2° agent titulaire d'un grade de rang 12 autre que d'encadrement ou de rang 11 à 30	2° le supérieur hiérarchique titulaire d'un grade d'encadrement de rang 11 au moins dont l'agent dépend le plus directement

».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2000 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades de l'Office de la Naissance et de l'Enfance*

Art. 44. Dans l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2000 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, les mots « Secrétariat Permanent de Recrutement » sont remplacés par le mot « Selor ».

Art. 45. L'annexe 1^{ère} du même arrêté est remplacée par l'annexe 7 au présent arrêté.

Art. 46. Dans l'annexe 2 du même arrêté, le mot « EXPERT » est remplacé par le mot « Spécialisé ».

CHAPITRE IX. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française*

Art. 47. Après l'article 18bis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, sont ajoutées les dispositions suivantes :

« Art. 18/1. – L'article 40/2 doit se lire comme suit :

« Art. 40/2. – Le Ministre ou le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir peut déclarer vacant tout grade d'expert définitivement dépourvu de titulaire ou tout grade d'expert qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les douze mois à venir en vue d'y pourvoir par promotion par avancement de grade ou, selon le cas, par accession au niveau supérieur. ».

Art. 18/2. – Aux articles 40/3, 40/4 et 40/6, les mots « Comité de direction » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ».

Art. 48. Après l'article 28 du même arrêté, est ajoutée la disposition suivante :

« Art. 28/1. - L'article 120 doit se lire comme suit :

« Article 120. Les emplois du cadre de l'Entreprise sont globalisés.

Les grades d'expert ne sont pas repris au cadre.

Pour chaque niveau, le nombre de grades d'expert est de 15 % du nombre de titulaires d'un emploi qui donne accès à la carrière d'expert dont, pour le niveau 1, entre 9 à 11 % de grades d'expert du 1^{er} rang et, pour les autres niveaux, entre 8 à 10% de grades d'expert du 1^{er} rang et un maximum de 2% de grades d'expert accessibles par promotion par accession au niveau supérieur. Une norme de programmation supérieure peut être fixée par le contrat d'administration, lequel peut retenir le principe d'une évaluation annuelle.

Au départ de leur titulaire, les grades d'expert sont d'office réputés définitivement dépourvus de titulaire pour autant que leur subsistance n'amène pas à dépasser la norme de programmation fixée en application de l'alinéa précédent.

Les titulaires des emplois du cadre bénéficiant d'un de ces grades d'expert sont, pour les emplois du cadre et les règles de mobilité entre ces emplois, réputés titulaires du grade correspondant à l'emploi du cadre dans lequel ils sont affectés. Les titulaires d'un grade d'expert d'un niveau supérieur peuvent toutefois être affectés dans un emploi de recrutement vacant de ce niveau.

Le nombre d'emplois d'encadrement de rang 11 est fixé par le contrat d'administration. » ».

CHAPITRE X. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la Formation en cours de carrière*

Art. 49. Après l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la Formation en cours de carrière, sont ajoutées les dispositions suivantes :

« Art. 19/1. – Le Bureau peut déclarer vacant tout grade d'expert définitivement dépourvu de titulaire ou tout grade d'expert qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les douze mois à venir en vue d'y pourvoir par promotion par avancement de grade ou, selon le cas, par accession au niveau supérieur.

Art. 19/2. – Aux articles 40/3, 40/4 et 40/6, les mots « Comité de direction » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ».

Art. 50. L'article 27 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 27. - : L'article 120 doit se lire comme suit :

« Article 120. Les emplois du cadre de l'Institut sont globalisés.

Les grades d'expert ne sont pas repris au cadre.

Pour chaque niveau, le nombre de grades d'expert est de 15 % du nombre de titulaires d'un emploi qui donne accès à la carrière d'expert dont, pour le niveau 1, entre 9 à 11 % de grades d'expert du 1^{er} rang et, pour les autres niveaux, entre 8 à 10% de grades d'expert du 1^{er} rang et un maximum de 2% de grades d'expert accessibles par promotion par accession au niveau supérieur. Une norme de programmation supérieure peut être fixée par le contrat de gestion, lequel peut retenir le principe d'une évaluation annuelle.

Au départ de leur titulaire, les grades d'expert sont d'office réputés définitivement dépourvus de titulaire pour autant que leur subsistance n'amène pas à dépasser la norme de programmation fixée en application de l'alinéa précédent.

Les titulaires des emplois du cadre bénéficiant d'un de ces grades d'expert sont, pour les emplois du cadre et les règles de mobilité entre ces emplois, réputés titulaires du grade correspondant à l'emploi du cadre dans lequel ils sont affectés. Les titulaires d'un grade d'expert d'un niveau supérieur peuvent toutefois être affectés dans un emploi de recrutement vacant de ce niveau.

Le nombre d'emplois d'encadrement de rang 11 est fixé par le contrat de gestion. » ».

CHAPITRE XI. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel*

Art. 51. Après l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'audiovisuel, sont ajoutées les dispositions suivantes :

« Art. 20/1. – Le Bureau peut déclarer vacant tout grade d'expert définitivement dépourvu de titulaire ou tout grade d'expert qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les douze mois à venir en vue d'y pourvoir par promotion par avancement de grade ou, selon le cas, par accession au niveau supérieur.

Art. 20/2. – Aux articles 40/3, 40/4 et 40/6, les mots « Comité de direction » doivent se lire comme suit : « Conseil de direction ».

Art. 20/3. – Les articles 45/2, 45/3, les articles 68/1 et 68/2 en tant qu'ils visent les grades du niveau 1 ainsi que les articles 68/3 et 68/4 ne sont pas applicables. ».

Art. 52. L'article 30 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 30. L'article 120 doit se lire comme suit :

« Article 120. Les emplois du cadre du C.S.A. sont globalisés.

Les grades d'expert ne sont pas repris au cadre.

Pour chaque niveau, le nombre de grades d'expert est de 15 % du nombre de titulaires d'un emploi qui donne accès à la carrière d'expert dont, pour le niveau 1, entre 9 à 11 % de grades d'expert du 1^{er} rang et, pour les autres niveaux, entre 8 à 10% de grades d'expert du 1^{er} rang et un maximum de 2% de grades d'expert accessibles par promotion par accession au niveau supérieur. Une norme de programmation supérieure peut être fixée par le contrat de financement, lequel peut retenir le principe d'une évaluation annuelle.

Au départ de leur titulaire, les grades d'expert sont d'office réputés définitivement dépourvus de titulaire pour autant que leur subsistance n'amène pas à dépasser la norme de programmation fixée en application de l'alinéa précédent.

Les titulaires des emplois du cadre bénéficiant d'un de ces grades d'expert sont, pour les emplois du cadre et les règles de mobilité entre ces emplois, réputés titulaires du grade correspondant à l'emploi du cadre dans lequel ils sont affectés. Les titulaires d'un grade d'expert d'un niveau supérieur peuvent toutefois être affectés dans un emploi de recrutement vacant de ce niveau.

Le nombre d'emplois d'encadrement de rang 11 est fixé par le contrat de financement. » ».

CHAPITRE XII. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII, à l'exception du Commissariat général aux relations internationales*

Art. 53. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII, à l'exception du Commissariat général aux relations internationales, il est inséré un 4^o, rédigé comme suit :

« 4^o grades d'encadrement : les grades d'encadrement visé par l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 en ce compris, pour l'ONE, les grades de coordination au rang 27. ».

Art. 54. A l'article 5, § 3, 2^o, du même arrêté, les mots « à un grade du rang 32, 27, 22 ou 12 » sont remplacés par les mots « à un grade d'encadrement du rang 32, 27, 22, 11 ou 12 ».

Art. 55. L'article 6 du même arrêté est modifié comme suit :

1^o au 2^o, les mots « les emplois de rang 12 » sont remplacés par les mots « les emplois d'encadrement des rangs 11 et 12 » ;

2^o au 4^o, les mots « de rang 12 » sont remplacés par les mots « d'un grade d'encadrement de rang 11 au moins ».

CHAPITRE XIII. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mars 2010 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'Intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII*

Art. 56. A l'article 19, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mars 2010 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'Intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, l'alinéa 2, est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE XIV. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 relatif au cadre et au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur*

Art. 57. Dans l'article 5, dernier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 relatif au cadre et au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, la mention de l'article « 40/2, » est ajoutée entre les mentions des articles « 38, § 2, » et « 93, ».

Art. 58. L'article 23 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 23. Les articles 118 et 119 ne sont pas applicables. » .

Art. 59. Après l'article 23 du même arrêté est ajoutée la disposition suivante :

« Article 23/1. L'article 120 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Article 120. Les grades d'expert ne sont pas repris au cadre de l'Académie.

Pour chaque niveau, le nombre de grades d'expert est de 15 % du nombre de titulaires d'un emploi qui donne accès à la carrière d'expert dont, pour le niveau 1, entre 9 à 11 % de grades d'expert du 1^{er} rang et, pour les autres niveaux, entre 8 à 10% de grades d'expert du 1^{er} rang et un maximum de 2% de grades d'expert accessibles par promotion par

accession au niveau supérieur. Une norme de programmation supérieure peut être fixée par le Gouvernement sur proposition des instances de gestion de l'Académie, lequel peut retenir le principe d'une évaluation annuelle.

Au départ de leur titulaire, les grades d'expert sont d'office réputés définitivement dépourvus de titulaire pour autant que leur subsistance n'amène pas à dépasser la norme de programmation fixée en application de l'alinéa précédent.

Les titulaires des emplois du cadre bénéficiant d'un de ces grades d'expert sont, pour les emplois du cadre et les règles de mobilité entre ces emplois, réputés titulaires du grade correspondant à l'emploi du cadre dans lequel ils sont affectés. Les titulaires d'un grade d'expert d'un niveau supérieur peuvent toutefois être affectés dans un emploi de recrutement vacant de ce niveau.

Le nombre d'emplois d'encadrement de rang 11 est fixé par le Gouvernement sur proposition des instances de gestion de l'Académie » ».

CHAPITRE XV. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiodivisuel et des Organismes d'Intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII*

Art. 60. Dans l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiodivisuel et des Organismes d'Intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel et les organismes d'intérêt public, il faut entendre par « Comité de direction » visé aux articles 14/4 et 14/10 leur Conseil de direction respectif. ».

Art. 61. Dans l'article 3, § 2, du même arrêté, les mots « gradué principal », « attaché principal », « premier gradué » et « directeur » sont respectivement remplacés par les mots « gradué expert », « conseiller adjoint », « premier gradué expert » et « conseiller ».

Art. 62. Après l'article 14 du même arrêté, il est inséré un chapitre VIIIbis rédigé comme suit :

« Chapitre VIIIbis — *De la carrière des membres du personnel contractuel*

Art. 14/1. – Le présent chapitre est applicable aux membres du personnel contractuel engagés à durée indéterminée dans une des échelles visées à l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Section 1^{ère}. — De la promotion à un grade d'expert ou d'encadrement

Art. 14/2. – Les membres du personnel contractuel peuvent être promus par attribution d'une échelle de traitement attachée à un grade d'expert au sens de l'article 2, § 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Pour ces promotions, il est fait application des dispositions du même arrêté qui fixent les conditions et la procédure de nomination à un grade d'expert.

Pour chaque niveau, le nombre d'échelles de promotion est de 15 % du nombre de membres du personnel engagés sur un emploi qui donne accès à la promotion soit, pour le niveau 1, entre 9 à 11 % de grades d'expert du 1^{er} rang et, pour les autres niveaux, entre 8 à 10% de grades d'expert du 1^{er} rang et un maximum de 2% de grades d'expert accessibles par promotion par accession au niveau supérieur. Une norme de programmation supérieure peut être fixée par le Gouvernement en début de législature, au plus tard au moment de l'adoption du contrat d'administration et au maximum pour la durée de ce contrat établi en application de l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'Intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII.

Au départ de leur titulaire, les grades d'expert sont d'office réputés définitivement dépourvus de titulaire pour autant que leur subsistance n'amène pas à dépasser la norme de programmation fixée en application de l'alinéa précédent.

Pour le Ministère de la Communauté française, le Comité de direction peut répartir en tout ou en partie les grades libérés par application de la norme de programmation visée à l'alinéa 3 entre le Secrétariat général et chaque Administration générale au prorata de leur nombre respectif d'emplois qui donnent accès à la carrière d'expert. En cette hypothèse et selon les modalités qu'il détermine, le Comité de direction peut déléguer en tout ou en partie la sélection aux membres du Comité de direction chacun pour ce qui concerne l'entité qu'il dirige.

Art. 14/3. – Lorsqu'une procédure de promotion à un grade d'encadrement au sens de l'article 2, § 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française n'aboutit à la sélection d'aucun candidat statutaire utile, il peut être fait appel aux membres du personnel engagés à durée indéterminée dans une des échelles visées à l'annexe 1 de l'arrêté du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement.

Pour ces promotions, il est fait application des dispositions du même arrêté qui fixent les conditions et la procédure de nomination à un grade d'encadrement.

Art. 14/4. - Le Comité de direction ou, selon le cas, le Conseil de direction confie l'organisation de la sélection au Selor. Les modalités de cette organisation font l'objet d'un protocole d'accord conclu préalablement avec Selor. La conclusion de ce protocole doit intervenir, au plus tard, un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Dans l'attente de la conclusion de ce protocole, le Comité de direction ou, selon le cas, le Conseil de direction peut mettre en œuvre lui-même la sélection, les candidats retenus à l'issue de celle-ci ne bénéficient toutefois pas de l'accès à la relation statutaire en application de l'article 14/6, § 1^{er}.

Lorsque l'organisation de la sélection lui est confiée, l'Administrateur délégué du Selor ou son délégué préside le jury de sélection composé de deux assesseurs au moins.

Le président et les assesseurs ont voix délibérative.

Les assesseurs sont désignés par le président sur proposition du Comité de direction ou, selon le cas, du Conseil de direction parmi les membres du personnel ayant une expérience en matière de sélection ou exerçant une fonction offrant une vision transversale de l'ensemble des services du Ministère ou administrations concernées.

Le président peut désigner, aux mêmes conditions, des assesseurs suppléants.

L'Administrateur délégué du Selor ou son délégué approuve préalablement le canevas de candidature à utiliser pour la sélection à un grade d'expert ou le profil de l'emploi pour la sélection à un grade d'encadrement.

Art. 14/5. – Le nombre d'emplois d'encadrement attribués aux membres du personnel contractuel en application des articles 14/3 et 14/9 ne peut, par niveau, dépasser, en pourcentage du nombre total d'emplois d'encadrement effectivement pourvus pour chaque niveau considéré, la proportion entre le nombre de membres du personnel contractuel et le nombre d'agents remplissant les conditions pour postuler pour ces emplois.

Section II. — De la statutarisation

Art. 14/6. – Les membres du personnel contractuel qui bénéficient d'une évaluation favorable et qui sont lauréats en ordre utile d'une réserve constituée pour des emplois d'un même niveau en application des articles 16, 17 et 19, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mars 2010 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'Intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, sont nommés à leur demande dans l'emploi dans lequel ils sont engagés à durée indéterminée.

Par ordre utile au sens de l'alinéa précédent il convient d'entendre le fait d'être classé 1^{er} dans une de ces réserves, d'être sélectionné au départ d'une de ces réserves pour occuper un emploi ou d'être le lauréat qui, parmi les candidats concourant à la sélection pour occuper un emploi, est le candidat le mieux classé non encore retenu à raison de cette sélection pour l'attribution d'un emploi.

Art. 14/7. – § 1^{er}. Les membres du personnel promus dans le cadre de la procédure de sélection visée à l'article 14/4 acquièrent la qualité d'agent statutaire dans l'emploi qu'ils occupent ou, pour le grade d'encadrement, dans l'emploi mis en compétition en étant titulaire du grade auquel ils sont promus aux conditions alternatives suivantes :

1° avoir été engagés contractuellement sur base d'une sélection objective sur appel public aux candidats;

2° être lauréat d'un concours de recrutement organisé par Selor pour un emploi du même niveau que celui auquel appartient le grade auquel ils sont promus ou d'un niveau inférieur si la promotion correspond à une accession de niveau.

Pour la promotion à un grade d'expert, le grade auquel accède l'agent nommé reste contingenté dans la norme de programmation visée à l'article 14/2.

§ 2. Les membres du personnel promus dans le cadre de la procédure de promotion par accession à un emploi de recrutement visée à l'article 14/8 acquièrent la qualité d'agent statutaire dans l'emploi de recrutement qu'ils occupent par promotion.

Section III. — De la promotion par accession à un emploi de recrutement

Art. 14/8. – Les membres du personnel contractuel qui remplissent une des deux conditions visées au § 1^{er} de l'article 14/7 peuvent présenter les concours d'accession au sens des articles 44 et 45 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Pour ces promotions, il est fait application des dispositions du même arrêté et de l'arrêté du 4 mars 2010 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII qui fixent les conditions et la procédure de promotion par accession à un emploi de recrutement.

Section IV. — Des fonctions supérieures

Art. 14/9. – Il peut être fait appel aux membres du personnel contractuel pour pourvoir à un emploi en fonction supérieure en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, à l'exception du Commissariat général aux Relations internationales.

Le membre du personnel contractuel ne peut être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure que dans les hypothèses visées à l'article 5, § 2, de cet arrêté.

Art. 14/10. – Le membre du personnel contractuel qui est désigné dans une fonction supérieure peut concourir à la promotion en régime organique dans l'emploi qu'il occupe à titre temporaire.

S'il est sélectionné dans le cadre de cette procédure, il occupe l'emploi à durée indéterminée.

Art. 14/11. – Lorsque le membre du personnel contractuel qui occupe l'emploi en fonction supérieure remplit une des deux conditions visées au § 1^{er} de l'article 14/7, le Comité de direction ou, selon le cas, le Conseil de direction, confie l'organisation de la sélection à Selor selon les modalités fixées à l'article 14/4.

S'il est sélectionné selon les modalités visées à l'article 14/4, le membre du personnel contractuel acquiert la qualité d'agent statutaire dans l'emploi auquel il s'est porté candidat.

Section V. — Dispositions particulières au Conseil supérieur de l'audiovisuel et aux organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII

Art. 14/12. – Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel et les organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, la fixation d'une norme de programmation supérieure telle que visée à l'article 14/2, alinéa 3, est fixée par le contrat de gestion ou, selon le cas, le contrat d'administration ou le contrat de financement, lequel peut retenir le principe d'une évaluation annuelle. A défaut d'une organisation de la gestion sur le modèle du contrat, cette norme est fixée par le Gouvernement sur proposition des instances de gestion de l'organisme concerné.

Art. 14/13. – Pour les membres du personnel de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, les possibilités de statutarisation mises en œuvre en application du présent chapitre ne produisent leurs effets qu'à partir du moment où ils occupent à durée indéterminée un emploi dont la pérennité n'est pas conditionnée par un subventionnement externe à la Communauté française et pour autant qu'ils en fassent la demande. ».

Art. 63. L'article 18 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE XVI. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juin 2018 portant modification du régime pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII*

Art. 64. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juin 2018 portant modification du régime pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 65. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 66. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 avril 2019.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en chargé de l'Égalité des chances et Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de Simplification administrative,
A. FLAHAUT

CONSEIL D'ÉTAT, section de législation

Quatrième chambre

La demande d'avis introduite le 11 février 2019 par le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative de la Communauté française sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'portant réforme de la carrière des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII', a été rayée du rôle le 13 mars 2019, conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

I. Présentation générale

Autonome pour fixer le statut de ses agents depuis le 7 mars 1992, le Gouvernement de la Communauté française a, par arrêtés du 22 juillet 1996, adopté des statuts administratif et pécuniaire propres aux agents de ses Services et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII.

Un des objectifs recherchés était alors celui de la simplification maximale de la gestion des carrières par une limitation importante du nombre de grades et de rangs.

Il en est résulté que, du niveau 3 au niveau 1, le schéma de base de la carrière se circonscrit à deux filières fondées respectivement sur la carrière plane et l'avancement de grade.

La carrière plane offre à chaque agent statutaire le passage à un grade de principalat et, consécutivement, à une augmentation barémique correspondante dès lors qu'il a acquis une ancienneté de niveau de 15 ans. En ce sens, la promotion en carrière plane est qualifiée d'automatique.

L'avancement de grade offre à chaque agent statutaire la possibilité d'être candidat à la promotion à un grade d'encadrement soit, au sein de chaque niveau, un seul grade d'encadrement dont le nombre correspond à environ 15% du nombre des emplois de recrutement y donnant accès. La sélection des candidats à ces emplois fait application du critère des titres et mérites mis en regard d'un profil de fonction qui identifie l'emploi au sein des services en fonction des besoins de ceux-ci.

A cette carrière de base s'ajoutent, aux niveaux 3, 2 et 2+, la procédure usuelle de promotion par accession de niveau sur concours et, au niveau 1, l'accès à la carrière de mandataire.

Il convient encore de relever que les perspectives d'évolution de carrière qui viennent d'être synthétisées ne s'appliquent aucunement aux membres du personnel contractuel qui restent cantonnés au bénéfice de l'échelle de recrutement qui leur a été attribuée à l'engagement.

L'objectif global de la réforme de la carrière des agents de la Fédération Wallonie – Bruxelles que porte le présent arrêté est d'améliorer la stabilité, la motivation et le bien-être des agents au travail, mais aussi par conséquent, d'améliorer la qualité du service rendu aux citoyens et l'implication des agents au service de l'intérêt général en définissant une politique de carrière dynamique, innovante et attractive pour les fonctionnaires.

Cette réforme trouve sa source dans divers documents tels l'actuelle déclaration de politique communautaire, la convention sectorielle 2015-2016-2017 et le contrat d'administration du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles 2016-2018.

Elle comporte deux volets, un volet administratif et un volet pécuniaire.

Le volet pécuniaire de la réforme a déjà, pour l'essentiel, été mis en œuvre par l'arrêté du 6 juin 2018 portant modification du régime pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, publié au *Moniteur*

belge du 19 juin 2018. Cet arrêté porte création d'une échelle de traitement unique applicable tant aux agents statutaires qu'aux membres du personnel contractuel incluant un allongement d'échelle d'au moins 10 ans. La création de cette échelle unique induit pour la grande majorité des membres du personnel, une accélération de l'augmentation des échelles barémiques ainsi que des augmentations nouvelles en cours comme en fin de carrière. Ce volet pécuniaire intègre ce-faisant l'allongement des carrières et fait l'objet d'une implémentation progressive qui, échelonnée sur une base annuelle, s'étend, à partir du 1^{er} juillet 2018, sur 5 ans.

Le volet administratif de la réforme des carrières part du constat que l'actuelle carrière plane administrative n'est pas, de par le fait que son octroi est quasi automatique, ressentie comme une véritable promotion et que les perspectives de carrière sont concentrées sur un seul grade par niveau, plutôt dédié à l'encadrement et en nombre limité. Il s'en déduit un manque évident de réelle valorisation par la carrière de l'expertise et des acquis de l'expérience.

Le présent arrêté crée une carrière d'expert accessible non seulement aux agents statutaires mais aussi aux membres du personnel contractuel et vise, au travers de cette perspective, à multiplier les possibilités d'accès de ceux-ci à la relation statutaire. Outre l'optimisation de la valorisation de la réussite d'un concours de recrutement, l'article 62 permet l'accès à la carrière statutaire par la promotion pour autant que le membre du personnel contractuel promu, à défaut d'être lauréat en ordre utile d'un concours de recrutement, ait été initialement engagé sur la base d'une procédure respectant l'égalité d'accès aux emplois publics. Sur ce point l'arrêté s'inspire d'un dispositif analogue contenu dans le statut du personnel flamand du 13 janvier 2006, dispositif dont la validité a fait l'objet d'une analyse circonstanciée de la Section de Législation du Conseil d'Etat en son avis n° 54.934/3 du 10 février 2014. La réforme portée par le présent arrêté vise aussi à asseoir une première valorisation des titres de compétence tant dans la carrière d'expert que dans la mobilité entre emplois de recrutement et à améliorer le processus d'évaluation.

Une carrière d'expert est créée en parallèle à la carrière d'encadrement et au principalat (articles 1^{er}, 6, 7, 9, 16, 25, 27, 28, 40, 41, 45, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 57, 59, 60, 61 et 62) ce qui amène à modifier formellement le dispositif relatif à la carrière d'encadrement (articles 1^{er}, 4, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 42, 46, 53 et 54) avec, pour cette carrière d'encadrement, deux réformes particulières, la création d'un grade d'encadrement au rang 11 (articles 1^{er}, 5, 11, 19, 25, 27, 28, 31, 37, 39, 40, 41, 43, 48, 50, 52, 54, 55 et 59) et un accès limité des membres du personnel contractuel aux emplois d'encadrement (article 62).

Si les échelles de traitement des grades d'expert des rangs 32, 22, 27 et 12 sont identiques aux échelles de traitement des grades d'encadrement des rangs correspondants, les échelles de traitement des grades d'expert des rangs 31, 21, 26 et 11 ainsi que du grade d'encadrement de rang 11, égale à celle du grade d'expert de rang 11, sont par contre nouvelles.

Les planchers et plafonds des échelles d'expert des rangs 31, 21, 26 et 11 sont fixés à la moitié de la différence entre les planchers et plafonds des échelles uniques du niveau correspondant et les planchers et plafonds respectivement, chaque niveau pour ce qui le concerne, des rangs 32, 22, 27 et 12 (Exemple, pour le niveau 2, échelle 210/1 du rang 21 en 2023 - 5^{ème} annexe à l'arrêté - : échelle unique 200/1 plancher 14.275,77/plafond 26.537,08 à comparer à la 220/1 plancher 19.383,38/plafond 30.744,09 : les plancher et plafond de l'échelle 210/1 sont fixés à la moitié de la différence soit plancher 16.829,58/plafond 28.640,59).

Pour chaque échelle d'expert, la différence entre le plancher et le plafond est redistribuée en intercalaires en prenant pour modèle la structure des échelles des rangs 32, 22, 27 et 12.

Pour les échelles des rangs 31, 21 et 26, les trois premières annales sont d'un montant égal aux annales de l'échelle de référence correspondante de rang 32, 22 ou 27.

Pour chaque échelle, la différence entre plancher et plafond est réduite de la somme de ces annales et redistribuée en biennales de manière à ce que les 5 dernières biennales soient de la moitié des biennales précédentes.

Enfin, comme les échelles des rangs 32, 22 ou 27, les échelles des rangs 31, 21 et 26 font l'objet d'un régime d'augmentation progressive sur 5 ans, ce régime touchant exclusivement l'attribution des 5 dernières biennales dont l'évolution annuelle, à partir du 1^{er} juillet 2018, ne dépasse pas le montant maximum annuel d'augmentation dont bénéficient les agents par application de l'échelle unique.

Le même mécanisme de création d'échelle a été retenu pour l'échelle de rang 11, la différence étant que l'échelle de rang 12, à l'inverse des échelles des rangs 32, 22 et 27, évolue sur la base exclusive de biennales, sans annales pour les trois premiers échelons. L'échelle de rang 11 ne comprend, en conséquence, pas non plus d'annales.

Des passerelles sont créées entre grades d'expert et d'encadrement (articles 17, 41 et 45).

L'actuelle catégorie « expert » est remplacée par la catégorie « spécialisé » afin de lever la confusion entre catégorie expert et grade d'expert (articles 1^{er}, 26, 41, 42, 45 et 46).

L'accession dite « senior » est intégrée dans la carrière d'expert (articles 7, 9, 25, 27, 28, 41, 45 et 62).

Les membres du personnel contractuel, actuellement sans perspective de carrière, bénéficient de la carrière d'expert avec possibilité, s'ils peuvent se prévaloir d'occuper un emploi par application de mécanismes respectueux des grands principes d'égalité d'accès à la fonction publique et moyennant l'intervention de Selor, d'accéder, par la promotion, à la relation statutaire (article 62).

L'accession dite « junior » devient accessible aux membres du personnel contractuel qui remplissent les conditions pour bénéficier d'un passage à la relation statutaire (article 62).

L'ancienneté acquise en qualité de contractuel est valorisée pour la carrière statutaire (article 7) à l'exception de l'accès au principalat.

Une norme de programmation pour les emplois d'expert est créée sur un même modèle pour les agents statutaires (article 25) et les membres du personnel contractuel (article 62) mais avec un contingentement propre.

Le régime des fonctions supérieures est précisé en conséquence des évolutions apportées à la carrière d'encadrement (articles 53, 54, 55 et 60).

Les Titres de compétence deviennent un élément de carrière tant pour l'accès à la carrière d'expert (article 7) que pour la mobilité entre emploi de recrutement en termes de changement de groupe de qualification (articles 32, 44 et 48).

Le processus d'évaluation est revu et amélioré (articles 18 à 24, 39 et 43).

Des dispositions spécifiques pour l'ONE (articles 32 à 38, 43 à 46, 60 et 62), l'ETNIC (articles 47, 48, 53, 60 et 62), l'IFC (articles 49, 60 et 62), le CSA (articles 51, 60 et 62) et l'ARES (articles 58, 59, 60 et 62) sont intégrées.

II. Commentaire des articles

Les dispositions du projet qui appellent des commentaires plus particuliers sont les suivantes :

L'article 1^{er} prévoit que le titulaire du nouvel emploi d'encadrement au rang 11 exercera les compétences conférées aux titulaires d'un grade de rang 12 par l'article 5 du statut ainsi qu'en matière disciplinaire, d'évaluation ou de stage. Dans la hiérarchie des grades, il est donc placé au-dessus du grade de Conseiller rang 12 (voir article 27).

L'article 6, en ce qu'il intègre un article 40/3 dans le statut administratif, retient le principe d'une sélection au départ d'un canevas de candidature ne contenant aucun profil de fonction. Ce sera à chaque candidat, au départ de ce canevas de candidature, à faire valoir son degré d'expertise dans la fonction qu'il exerce. La répartition des candidats en trois groupes est destinée à la fois à permettre de retenir plusieurs degrés d'expertise avec une nuance entre une expertise non-véritablement valorisable et une expertise incontestablement valorisable tout en conservant du sens à l'application du critère d'ancienneté pour départager les candidats classés au plus haut degré, voire aussi au degré intermédiaire d'expertise (voir article 40/6).

L'article 6, en ce qu'il intègre un article 40/4 dans le statut administratif, transpose à la promotion d'expert la procédure déjà retenue pour la promotion par avancement de grade.

L'article 6, en ce qu'il intègre un article 40/6 dans le statut administratif, prévoit la constitution d'une réserve de promotion. Le caractère utile d'une telle réserve résulte notamment de la charge d'une telle sélection. Ce dispositif peut être mis en relation avec l'article 25 de l'arrêté qui permet, à certaines conditions, de remettre rapidement en compétition les grades laissés vacants au départ de leur titulaire.

L'article 6, en ce qu'il intègre un article 40/7 dans le statut administratif, fonde le principe d'une promotion « toutes autres choses restant égales » en ce compris quant à l'emploi occupé par le bénéficiaire de la promotion. Ce dispositif doit être mis en relation avec l'article 28 du projet qui situe, dans le cadre et pour les règles de mobilité entre les emplois du cadre, les titulaires d'un grade d'expert.

L'article 7, 5^o précise, pour les candidats à la promotion par accession au niveau supérieur et à la promotion par avancement de grade, que l'ancienneté acquise en qualité de membre du personnel contractuel est réputée avoir été acquise en qualité d'agent statutaire.

L'article 17 traite notamment des passerelles entre grades d'encadrement et grades d'expert.

Si les agents nommés dans un grade d'expert restent dans leur emploi, tel ne saurait être le cas des agents titulaires d'un grade d'encadrement dont l'occupation de l'emploi répond à une exigence fonctionnelle.

C'est la raison pour laquelle l'article 17 retient qu'en cas de changement de grade en ce sens, l'ancien titulaire d'un grade d'encadrement libère son emploi d'encadrement et est réputé occuper un emploi du cadre en extinction. Ce-faisant, le changement de grade crée l'emploi et donc l'emploi s'éteint au départ de son titulaire.

Les articles 19 à 24 visent à faciliter le fonctionnement de la Chambre de recours de manière à ce qu'elle puisse rendre ses avis avec un minimum de difficultés quant à sa composition, le délai minimum pour procéder à une nouvelle évaluation après attribution d'une mention d'évaluation défavorable étant par ailleurs réduit de 6 à 3 mois. Il est un fait que le système de récusation actuelle qui permet pour chaque assesseur et ses deux suppléants de tous les récuser sauf un apparaît bien être régulièrement utilisé de manière disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi qui est de permettre au requérant d'écarter les membres de la Chambre sous le grief de la partialité. La conséquence est la régulière difficulté de réunir la Chambre de recours.

Les articles 28 à 31 modifient le statut pécuniaire du 22 juillet 1996.

L'article 28 remplace en deux étapes le tableau des grades et échelles en régime organique. La première étape y intègre les grades d'expert et de Directeur adjoint à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté. La seconde étape supprime la carrière plane pécuniaire à dater du 1^{er} juillet 2022.

L'article 29 formalise au plan pécuniaire la possibilité pour les agents des niveaux 2+, 2 et 3 qui disposent d'un Titre de compétence utile de le valoriser pour obtenir un changement de groupe de qualification dans l'hypothèse d'une mobilité dans un emploi de recrutement relevant d'un groupe de qualification plus avantageux.

L'article 30 rend applicable l'échelle unique aux membres du personnel qui bénéficient de la carrière plane pécuniaire au 30 juin 2022. A la date du 1^{er} juillet 2022, l'échelle unique aura en effet absorbé complètement la carrière plane pécuniaire par ailleurs abrogée à la même date.

L'article 31 se substitue à l'article 4 de l'arrêté du 6 juin 2018 portant modification du régime pécuniaire par la création de l'échelle unique (Mb du 19 juin 2018) pour intégrer à l'annexe 1 du statut pécuniaire la création immédiate des échelles d'expert.

Les articles 32 à 38 qui portent des dispositions spécifiques à l'ONE formalisent l'existence au niveau 2+ de fonctions de rang 27 qui sont des fonctions de coordination et non d'encadrement.

Il s'agit des fonctions de coordinateur 'accueil' et de coordinateur 'accompagnement' dont le nombre est fixé par le contrat de gestion. La réforme en projet n'a pas pour vocation de modifier l'existence et les conditions d'accès à ces fonctions.

L'article 62, en ce qu'il intègre un article 14/4 dans l'arrêté « contractuels », amène le Comité de direction à confier l'organisation de la sélection au Selor.

L'article 62, en ce qu'il intègre un article 14/6 dans l'arrêté « contractuels », simplifie le dispositif de valorisation des réserves de recrutement en harmonisant de manière praticable les conditions de valorisation des réserves externes et internes. Ce dispositif doit être mis en relation avec l'article 56, la disposition abrogée par cet article étant reprise sous une forme modifiée, à l'article 14/6 précité.

L'article 62, en ce qu'il intègre un article 14/7 dans l'arrêté « contractuels » tend à valoriser le fait que cet arrêté du 15 avril 2014 généralise un processus de sélection des candidats à un emploi contractuel dont les balises mettent véritablement en place un processus destiné à assurer le respect des grands principes d'égalité d'accès aux emplois publics, l'alternative proposée étant celle de la réussite d'un concours organisé par Selor.

Enfin, le projet inclut trois modifications du statut administratif du 22 juillet 1996 qui ne participent pas à la réforme de la carrière, à savoir :

- l'article 2 qui modifie l'article 4 du statut en faisant passer de 60 jours ouvrables à 60 jours calendrier le délai maximum endéans lequel les Conseils de direction doivent rendre leur avis préalable sur les projets réglementaires qui modifient ou exécutent le statut;

- l'article 3 qui remplace en matière de cumul la compétence du Conseil de direction par celle du Comité de direction pour unifier la compétence du Comité de direction en cette matière;

- l'article 18 qui supprime à l'article 87 relatif à l'évaluation la référence à l'ARPG de 1994 soit une référence devenue obsolète.

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réforme de la carrière des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII

« ANNEXE Ière

Echelles du niveau 3
Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	300/1	301/1	302/1	310/1
Minimum	13.750,00	13.750,00	13.750,00	14.457,22
Echelons	2(1) x 125,74 1(1) x 262,77 2(2) x 291,46 1(2) x 155,65 10(2) x 260,39	2(1) x 125,74 1(1) x 262,77 2(2) x 291,46 1(2) x 295,85 10(2) x 260,39	2(1) x 125,74 1(1) x 262,77 2(2) x 291,46 1(2) x 428,80 10(2) x 260,39 1(2) x 197,55	3(1) x 150,23 13(2) x 260,39 1(6) x 114,93

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 300/2, 301/2, 302/2 et 310/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 425,63.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 300/3, 301/3, 302/3 et 310/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 1.502,24.

Pour les membres du personnel auxquels correspondent les grades anciens de « puéricultrice », « puéricultrice en chef » et « puéricultrice principale », « assistante médicale-puéricultrice », « assistante médicale-puéricultrice en chef » et « assistante médicale-puéricultrice principale » visés à l'annexe IV du présent arrêté, les échelles 300/3P, 301/3P, 302/3P et 310/3P sont constituées comme suit :

	300/3P	301/3P	302/3P	310/3P
Minimum	15.112,18	15.112,18	15.112,18	15.819,40
Echelons	3(1) x 150,23 2(2) x 365,20 1(2) x 659,31 10(2) x 365,20 1(2) x 25,14	3(1) x 150,23 2(2) x 365,20 1(2) x 659,31 10(2) x 365,20 1(2) x 25,14	3(1) x 150,23 2(2) x 365,20 1(2) x 659,31 10(2) x 365,20 1(2) x 260,43	3(1) x 150,23 13(2) x 365,20 1(4) x 139,48 1(2) x 38,33

4. Echelles d'expert

	310/1E	310/2E	310/3E
Minimum	15.261,59	15.687,22	16.763,83
Echelons	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 2(2) x 135,81 1(2) x 43,60	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 2(2) x 135,81 1(2) x 43,60	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 2(2) x 135,81 1(2) x 43,60

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	320/1	320/2	320/3
Minimum	16.773,17	17.198,81	18.275,42
Echelons	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 1(2) x 54,83	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 1(2) x 54,83	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 1(2) x 54,83

Echelles du niveau 2

Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	200/1	201/1	202/1	210/1
Minimum	14.275,77	14.275,77	14.275,77	15.476,67
Echelons	2(1) x 275,42 1(1) x 575,57 2(2) x 638,45 1(2) x 837,65 11(2) x 638,45	2(1) x 275,42 1(1) x 575,57 2(2) x 638,45 1(2) x 938,60 11(2) x 638,45 1(2) x 139,17	2(1) x 275,42 1(1) x 575,57 2(2) x 638,45 1(2) x 938,60 11(2) x 638,45 1(2) x 379,29	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 1(4) x 157,98 1(2) x 101,19

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 200/2, 201/2, 202/2 et 210/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 826,23.

3. Echelles d'expert

	210/1E	210/2E
Minimum	16.829,58	17.655,81
Echelons	3(1) x 275,42 14(2) x 665,74 1(2) x 332,87 1(2) x 166,48	3(1) x 275,42 14(2) x 665,74 1(2) x 332,87 1(2) x 166,48

4. Echelles d'expert et d'encadrement

	220/1	220/2
Minimum	19.383,38	20.209,61
Echelons	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 1(2) x 319,23 1(2) x 180,12	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 1(2) x 319,23 1(2) x 180,12

Echelles du niveau 2+
Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	250/1	251/1	252/1	260/1
Minimum	15.747,04	15.747,04	15.747,04	17.574,77
Echelons	2(1) x 275,42 1(1) x 861,30 13(2) x 563,35	2(1) x 275,42 1(1) x 876,32 2(2) x 563,35 1(2) x 1029,05 10(2) x 563,35	2(1) x 275,42 1(1) x 876,32 2(2) x 563,35 1(2) x 1176,76 10(2) x 563,35 1(2) x 343,02	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 1(4) x 72,62 1(2) x 147,72

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 250/2, 251/2, 252/2 et 260/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 631,86.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 250/3, 251/3, 252/3 et 260/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 2.384,48.

4. Echelles d'expert

	260/1E	260/2E	260/3E
Minimum	18.716,93	19.348,79	21.101,41
Echelons	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 1(2) x 306,21 1(2) x 279,67	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 1(2) x 306,21 1(2) x 279,67	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 1(2) x 306,21 1(2) x 279,67

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	270/1	270/2	270/3
Minimum	21.686,81	22.938,67	24.691,28
Echelons	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 2(2) x 281,68 1(2) x 22,52	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 2(2) x 281,68 1(2) x 22,52	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 2(2) x 281,68 1(2) x 22,52

Echelles du niveau 1
Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	100/1	101/1	102/1	110/1
Minimum	21.336,28	21.336,28	21.336,28	26.043,28
Echelons	2(1) x 625,94 1(1) x 1885,32 10(2) x 963,94	2(1) x 625,94 1(1) x 2040,54 2(2) x 963,94 1(2) x 1940,40 7(2) x 963,94	2(1) x 625,94 1(1) x 2040,54 2(2) x 963,94 1(2) x 2616,40 7(2) x 963,94 1(2) x 645,97	3(1) x 625,94 10(2) x 963,94 1(6) x 297,97 1(2) x 20,01

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 100/2, 101/2, 102/2 et 110/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 1.639,95.

Les échelles 100/2S, 101/2S, 102/2S et 110/2S sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 3.505,22.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 100/3, 101/3, 102/3 et 110/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 4.932,35.

4. Echelles de qualification 4

Les échelles 100/4, 101/4, 102/4 et 110/4 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 5.633,39.

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	110/1E	110/2E	110/3E	110/4E
Minimum	25.192,02	26.831,97	30.124,37	30.285,41
Echelons	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77

6. Echelles d'expert et d'encadrement

	120/1	120/2	120/3	120/4	150/1	160/1	161/1	170/1
Minimum	29.047,75	30.712,72	36.884,41	38.136,27	39.863,84	47.362,49	49.878,74	52.394,98
Echelons	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11(2) X 1.452,17	11 (2) X 1.562,33
	1 (2) X 669,75	1 (2) X 669,75	1 (2) X 669,75	1 (2) X 669,75				
	1 (2) X 589,63	1 (2) X 589,63	1 (2) X 589,63	1 (2) X 589,63	»			

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réforme de la carrière des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII

« ANNEXE Ière

Echelles du niveau 3
Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	300/1	301/1	302/1	310/1
Minimum	13.750,00	13.750,00	13.750,00	14.457,22
Echelons	2(1) x 125,74 1(1) x 262,77 2(2) x 291,46 1(2) x 428,80 10(2) x 260,39 1(2) x 42,07	2(1) x 125,74 1(1) x 262,77 2(2) x 291,46 1(2) x 428,80 10(2) x 260,39 1(2) x 147,22	2(1) x 125,74 1(1) x 262,77 2(2) x 291,46 1(2) x 428,80 11(2) x 260,39 1(2) x 134,71	3(1) x 150,23 13(2) x 260,39 1(6) x 138,22 1(2) x 91,64

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 300/2, 301/2, 302/2 et 310/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 425,63.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 300/3, 301/2, 302/3 et 310/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 1.502,24.

Pour les membres du personnel auxquels correspondent les grades anciens de « puéricultrice », « puéricultrice en chef » et « puéricultrice principale », « assistante médicale-puéricultrice », « assistante médicale-puéricultrice en chef » et « assistante médicale-puéricultrice principale » visés à l'annexe IV du présent arrêté, les échelles 300/3P, 301/3P, 302/3P et 310/3P sont constituées comme suit :

	300/3P	301/3P	302/3P	310/3P
Minimum	15.112,18	15.112,18	15.112,18	15.819,40
Echelons	3(1) x 150,23 2(2) x 365,20 1(2) x 659,31 10(2) x 365,20 1(2) x 344,39	3(1) x 150,23 2(2) x 365,20 1(2) x 659,31 10(2) x 365,20 1(2) x 344,39	3(1) x 150,23 2(2) x 365,20 1(2) x 659,31 11(2) x 365,20 1(2) x 155,66	3(1) x 150,23 13(2) x 365,20 1(4) x 139,48 1(2) x 187,39 1(2) x 27,75

4. Echelles d'expert

	310/1E	310/2E	310/3E
Minimum	15.261,59	15.687,22	16.763,83
Echelons	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 4(2) x 135,81 1(2) x 87,20	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 4(2) x 135,81 1(2) x 87,20	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 4(2) x 135,81 1(2) x 87,20

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	320/1	320/2	320/3
Minimum	16.773,17	17.198,81	18.275,42
Echelons	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 2(2) x 130,20 1(2) x 109,65	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 2(2) x 130,20 1(2) x 109,65	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 2(2) x 130,20 1(2) x 109,65

Echelles du niveau 2
Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	200/1	201/1	202/1	210/1
Minimum	14.275,77	14.275,77	14.275,77	15.476,67
Echelons	2(1) x 275,42 1(1) x 575,57 2(2) x 638,45 1(2) x 938,60 11(2) x 638,45 1(2) x 379,29 1(2) x 19,11	2(1) x 275,42 1(1) x 575,57 2(2) x 638,45 1(2) x 938,60 11(2) x 638,45 1(2) x 379,29 1(2) x 199,20	2(1) x 275,42 1(1) x 575,57 2(2) x 638,45 1(2) x 938,60 11(2) x 638,45 2(2) x 379,29	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 1(4) x 157,98 1(2) x 360,36

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 200/2, 201/2, 202/2 et 210/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 826,23.

3. Echelles d'expert

	210/1E	210/2E
Minimum	16.829,58	17.655,81
Echelons	3(1) x 275,42 14(2) x 665,74 3(2) x 332,87 1(2) x 0,09	3(1) x 275,42 14(2) x 665,74 3(2) x 332,87 1(2) x 0,09

4. Echelles d'expert et d'encadrement

	220/1	220/2
Minimum	19.383,38	20.209,61
Echelons	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 3(2) x 319,23 1(2) x 41,01	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 3(2) x 319,23 1(2) x 41,01

Echelles du niveau 2+
Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	250/1	251/1	252/1	260/1
Minimum	15.747,04	15.747,04	15.747,04	17.574,77
Echelons	2(1) x 275,42 1(1) x 876,32 2(2) x 563,35 1(2) x 1134,21 10(2) x 563,35	2(1) x 275,42 1(1) x 876,32 2(2) x 563,35 1(2) x 1176,76 10(2) x 563,35 1(2) x 317,99	2(1) x 275,42 1(1) x 876,32 2(2) x 563,35 1(2) x 1176,76 10(2) x 563,35 2(2) x 343,02	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 1(4) x 72,62 1(2) x 343,02 1(2) x 25,04

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 250/2, 251/2, 252/2 et 260/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 631,86.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 250/3, 251/3, 252/3 et 260/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 2.384,48.

4. Echelles d'expert

	260/1E	260/2E	260/3E
Minimum	18.716,93	19.348,79	21.101,41
Echelons	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 3(2) x 306,21 1(2) x 253,13	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 3(2) x 306,21 1(2) x 253,13	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 3(2) x 306,21 1(2) x 253,13

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	270/1	270/2	270/3
Minimum	21.686,81	22.938,67	24.691,28
Echelons	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 4(2) x 281,68 1(2) x 45,04	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 4(2) x 281,68 1(2) x 45,04	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 4(2) x 281,68 1(2) x 45,04

Echelles du niveau 1

Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	100/1	101/1	102/1	110/1
Minimum	21.336,28	21.336,28	21.336,28	26.043,28
Echelons	2(1) x 625,94 1(1) x 2040,54 2(2) x 963,94 1(2) x 2068,10 7(2) x 963,94	2(1) x 625,94 1(1) x 2040,54 2(2) x 963,94 1(2) x 2616,40 7(2) x 963,94 1(2) x 300,46	2(1) x 625,94 1(1) x 2040,54 2(2) x 963,94 1(2) x 2616,40 7(2) x 963,94 2(2) x 645,97	3(1) x 625,94 10(2) x 963,94 1(6) x 297,97 1(2) x 337,99

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 100/2, 101/2, 102/2 et 110/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 1.639,95.

Les échelles 100/2S, 101/2S, 102/2S et 110/2S sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 3.505,22.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 100/3, 101/3, 102/3 et 110/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 4.932,35.

4. Echelles de qualification 4

Les échelles 100/4, 101/4, 102/4 et 110/4 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 5.633,39.

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	110/1E	110/2E	110/3E	110/4E
Minimum	25.192,02	26.831,97	30.124,37	30.285,41
Echelons	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77

6. Echelles d'expert et d'encadrement

	120/1	120/2	120/3	120/4	150/1	160/1	161/1	170/1
Minimum	29.047,75	30.712,72	36.884,41	38.136,27	39.863,84	47.362,49	49.878,74	52.394,98
Echelons	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11(2) X 1.452,17	11 (2) X 1.562,33
	3 (2) X 669,75	3 (2) X 669,75	3 (2) X 669,75	3 (2) X 669,75				
	1(2) X 509,51	1 (2) X 509,51	1 (2) X 509,51	1 (2) X 509,51	»			

Annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réforme de la carrière des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII

« ANNEXE Ière

Echelles du niveau 3
Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	300/1	301/1	302/1	310/1
Minimum	13.750,00	13.750,00	13.750,00	14.457,22
Echelons	2(1) x 125,74 1(1) x 262,77 2(2) x 291,46 1(2) x 428,80 11(2) x 260,39 1(2) x 96,90	2(1) x 125,74 1(1) x 262,77 2(2) x 291,46 1(2) x 428,80 11(2) x 260,39 1(2) x 145,47 1(2) x 21,53	2(1) x 125,74 1(1) x 262,77 2(2) x 291,46 1(2) x 428,80 11(2) x 260,39 2(2) x 145,47 1(2) x 41,32	3(1) x 150,23 13(2) x 260,39 1(6) x 138,22 1(2) x 145,47 1(2) x 61,10

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 300/2, 301/2, 302/2 et 310/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 425,63.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 300/3, 301/2, 302/3 et 310/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 1.502,24.

Pour les membres du personnel auxquels correspondent les grades anciens de « puéricultrice », « puéricultrice en chef » et « puéricultrice principale », « assistante médicale-puéricultrice », « assistante médicale-puéricultrice en chef » et « assistante médicale-puéricultrice principale » visés à l'annexe IV du présent arrêté, les échelles 300/3P, 301/3P, 302/3P et 310/3P sont constituées comme suit :

	300/3P	301/3P	302/3P	310/3P
Minimum	15.112,18	15.112,18	15.112,18	15.819,40
Echelons	3(1) x 150,23 2(2) x 365,20 1(2) x 659,31 11(2) x 365,20 1(2) x 187,39 1(2) x 111,05	3(1) x 150,23 2(2) x 365,20 1(2) x 659,31 11(2) x 365,20 1(2) x 187,39 1(2) x 111,05	3(1) x 150,23 2(2) x 365,20 1(2) x 659,31 11(2) x 365,20 2(2) x 187,39 1(2) x 41,31	3(1) x 150,23 13(2) x 365,20 1(4) x 139,48 2(2) x 187,39 1(2) x 19,17

4. Echelles d'expert

	310/1E	310/2E	310/3E
Minimum	15.261,59	15.687,22	16.763,83
Echelons	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 5(2) x 135,81	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 5(2) x 135,81	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 5(2) x 135,81

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	320/1	320/2	320/3
Minimum	16.773,17	17.198,81	18.275,42
Echelons	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 5(2) x 130,20	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 5(2) x 130,20	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 5(2) x 130,20

Echelles du niveau 2

Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	200/1	201/1	202/1	210/1
Minimum	14.275,77	14.275,77	14.275,77	15.476,67
Echelons	2(1) x 275,42 1(1) x 575,57 2(2) x 638,45 1(2) x 938,60 11(2) x 638,45 2(2) x 379,29 1(2) x 139,17	2(1) x 275,42 1(1) x 575,57 2(2) x 638,45 1(2) x 938,60 11(2) x 638,45 2(2) x 379,29 1(2) x 259,23	2(1) x 275,42 1(1) x 575,57 2(2) x 638,45 1(2) x 938,60 11(2) x 638,45 3(2) x 379,29	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 1(4) x 157,98 1(2) x 379,29 1(2) x 240,24

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 200/2, 201/2, 202/2 et 210/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 826,23.

3. Echelles d'expert

	210/1E	210/2E
Minimum	16.829,58	17.655,81
Echelons	3(1) x 275,42 14(2) x 665,74 4(2) x 332,87 1(2) x 166,57	3(1) x 275,42 14(2) x 665,74 4(2) x 332,87 1(2) x 166,57

4. Echelles d'expert et d'encadrement

	220/1	220/2
Minimum	19.383,38	20.209,61
Echelons	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 4(2) x 319,23 1(2) x 221,13	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 4(2) x 319,23 1(2) x 221,13

Echelles du niveau 2+
Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	250/1	251/1	252/1	260/1
Minimum	15.747,04	15.747,04	15.747,04	17.574,77
Echelons	2(1) x 275,42 1(1) x 876,32 2(2) x 563,35 1(2) x 1176,76 10(2) x 563,35 1(2) x 343,02 1(2) x 200,31	2(1) x 275,42 1(1) x 876,32 2(2) x 563,35 1(2) x 1176,76 10(2) x 563,35 2(2) x 343,02 1(2) x 97,65	2(1) x 275,42 1(1) x 876,32 2(2) x 563,35 1(2) x 1176,76 10(2) x 563,35 3(2) x 343,02	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 1(4) x 72,62 1(2) x 343,02 1(2) x 245,38

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 250/2, 251/2, 252/2 et 260/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 631,86.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 250/3, 251/3, 252/3 et 260/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 2.384,48.

4. Echelles d'expert

	260/1E	260/2E	260/3E
Minimum	18.716,93	19.348,79	21.101,41
Echelons	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 5(2) x 306,21	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 5(2) x 306,21	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 5(2) x 306,21

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	270/1	270/2	270/3
Minimum	21.686,81	22.938,67	24.691,28
Echelons	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 5(2) x 281,68	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 5(2) x 281,68	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 5(2) x 281,68

Echelles du niveau 1
Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	100/1	101/1	102/1	110/1
Minimum	21.336,28	21.336,28	21.336,28	26.043,28
Echelons	2(1) x 625,94 1(1) x 2040,54 2(2) x 963,94 1(2) x 2616,40 7(2) x 963,94 1(2) x 645,97 1(2) x 65,11	2(1) x 625,94 1(1) x 2040,54 2(2) x 963,94 1(2) x 2616,40 7(2) x 963,94 1(2) x 645,97 1(2) x 630,95	2(1) x 625,94 1(1) x 2040,54 2(2) x 963,94 1(2) x 2616,40 7(2) x 963,94 3(2) x 645,97	3(1) x 625,94 10(2) x 963,94 1(6) x 297,97 1(2) x 645,97 1(2) x 10,00

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 100/2, 101/2, 102/2 et 110/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 1.639,95.

Les échelles 100/2S, 101/2S, 102/2S et 110/2S sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 3.505,22.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 100/3, 101/3, 102/3 et 110/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 4.932,35.

4. Echelles de qualification 4

Les échelles 100/4, 101/4, 102/4 et 110/4 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 5.633,39.

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	110/1E	110/2E	110/3E	110/4E
Minimum	25.192,02	26.831,97	30.124,37	30.285,41
Echelons	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77

6. Echelles d'expert et d'encadrement

	120/1	120/2	120/3	120/4	150/1	160/1	161/1	170/1
Minimum	29.047,75	30.712,72	36.884,41	38.136,27	39.863,84	47.362,49	49.878,74	52.394,98
Echelons	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11(2) X 1.452,17	11 (2) X 1.562,33
	5 (2) X 669,75	5 (2) X 669,75	5 (2) X 669,75	5 (2) X 669,75				»

Annexe 4 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réforme de la carrière des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII

« ANNEXE Ière

Echelles du niveau 3
Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	300/1	301/1	302/1	310/1
Minimum	13.750,00	13.750,00	13.750,00	14.457,22
Echelons	2(1) x 125,74 1(1) x 262,77 2(2) x 291,46 1(2) x 428,80 11(2) x 260,39 2(2) x 145,47 1(2) x 121,18	2(1) x 125,74 1(1) x 262,77 2(2) x 291,46 1(2) x 428,80 11(2) x 260,39 3(2) x 145,47 1(2) x 10,76	2(1) x 125,74 1(1) x 262,77 2(2) x 291,46 1(2) x 428,80 11(2) x 260,39 3(2) x 145,47 1(2) x 93,40	3(1) x 150,23 13(2) x 260,39 1(6) x 138,22 2(2) x 145,47 1(2) x 30,56

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 300/2, 301/2, 302/2 et 310/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 425,63.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 300/3, 301/2, 302/3 et 310/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 1.502,24.

Pour les membres du personnel auxquels correspondent les grades anciens de « puéricultrice », « puéricultrice en chef » et « puéricultrice principale », « assistante médicale-puéricultrice », « assistante médicale-puéricultrice en chef » et « assistante médicale-puéricultrice principale » visés à l'annexe IV du présent arrêté, les échelles 300/3P, 301/3P, 302/3P et 310/3P sont constituées comme suit :

	300/3P	301/3P	302/3P	310/3P
Minimum	15.112,18	15.112,18	15.112,18	15.819,40
Echelons	3(1) x 150,23 2(2) x 365,20 1(2) x 659,31 11(2) x 365,20 3(2) x 187,39 1(2) x 55,52	3(1) x 150,23 2(2) x 365,20 1(2) x 659,31 11(2) x 365,20 3(2) x 187,39 1(2) x 55,52	3(1) x 150,23 2(2) x 365,20 1(2) x 659,31 11(2) x 365,20 3(2) x 187,39 1(2) x 114,35	3(1) x 150,23 13(2) x 365,20 1(4) x 139,48 3(2) x 187,39 1(2) x 9,59

4. Echelles d'expert

	310/1E	310/2E	310/3E
Minimum	15.261,59	15.687,22	16.763,83
Echelons	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 5(2) x 135,81	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 5(2) x 135,81	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 5(2) x 135,81

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	320/1	320/2	320/3
Minimum	16.773,17	17.198,81	18.275,42
Echelons	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 5(2) x 130,20	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 5(2) x 130,20	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 5(2) x 130,20

Echelles du niveau 2

Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	200/1	201/1	202/1	210/1
Minimum	14.275,77	14.275,77	14.275,77	15.476,67
Echelons	2(1) x 275,42 1(1) x 575,57 2(2) x 638,45 1(2) x 938,60 11(2) x 638,45 3(2) x 379,29 1(2) x 259,23	2(1) x 275,42 1(1) x 575,57 2(2) x 638,45 1(2) x 938,60 11(2) x 638,45 3(2) x 379,29 1(2) x 319,26	2(1) x 275,42 1(1) x 575,57 2(2) x 638,45 1(2) x 938,60 11(2) x 638,45 4(2) x 379,29	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 1(4) x 157,98 2(2) x 379,29 1(2) x 120,12

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 200/2, 201/2, 202/2 et 210/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 826,23.

3. Echelles d'expert

	210/1E	210/2E
Minimum	16.829,58	17.655,81
Echelons	3(1) x 275,42 14(2) x 665,74 5(2) x 332,87	3(1) x 275,42 14(2) x 665,74 5(2) x 332,87

4. Echelles d'expert et d'encadrement

	220/1	220/2
Minimum	19.383,38	20.209,61
Echelons	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 5(2) x 319,23	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 5(2) x 319,23

Echelles du niveau 2+
Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	250/1	251/1	252/1	260/1
Minimum	15.747,04	15.747,04	15.747,04	17.574,77
Echelons	2(1) x 275,42 1(1) x 876,32 2(2) x 563,35 1(2) x 1176,76 10(2) x 563,35 3(2) x 343,02 1(2) x 100,15	2(1) x 275,42 1(1) x 876,32 2(2) x 563,35 1(2) x 1176,76 10(2) x 563,35 3(2) x 343,02 1(2) x 220,33	2(1) x 275,42 1(1) x 876,32 2(2) x 563,35 1(2) x 1176,76 10(2) x 563,35 4(2) x 343,02	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 1(4) x 72,62 2(2) x 343,02 1(2) x 122,70

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 250/2, 251/2, 252/2 et 260/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 631,86.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 250/3, 251/3, 252/3 et 260/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 2.384,48.

4. Echelles d'expert

	260/1E	260/2E	260/3E
Minimum	18.716,93	19.348,79	21.101,41
Echelons	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 5(2) x 306,21	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 5(2) x 306,21	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 5(2) x 306,21

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	270/1	270/2	270/3
Minimum	21.686,81	22.938,67	24.691,28
Echelons	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 5(2) x 281,68	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 5(2) x 281,68	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 5(2) x 281,68

Echelles du niveau 1
Montants exprimés en euros

1. Echelles de base

	100/1	101/1	102/1	110/1
Minimum	21.336,28	21.336,28	21.336,28	26.043,28
Echelons	2(1) x 625,94 1(1) x 2040,54 2(2) x 963,94 1(2) x 2616,40 7(2) x 963,94 3(2) x 645,97 1(2) x 32,55	2(1) x 625,94 1(1) x 2040,54 2(2) x 963,94 1(2) x 2616,40 7(2) x 963,94 3(2) x 645,97 1(2) x 315,47	2(1) x 625,94 1(1) x 2040,54 2(2) x 963,94 1(2) x 2616,40 7(2) x 963,94 4(2) x 645,97	3(1) x 625,94 10(2) x 963,94 1(6) x 297,97 1(2) x 645,97 1(2) x 327,98

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 100/2, 101/2, 102/2 et 110/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 1.639,95.

Les échelles 100/2S, 101/2S, 102/2S et 110/2S sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 3.505,22.

3. Echelles de qualification 3

Les échelles 100/3, 101/3, 102/3 et 110/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 4.932,35.

4. Echelles de qualification 4

Les échelles 100/4, 101/4, 102/4 et 110/4 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 5.633,39.

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	110/1E	110/2E	110/3E	110/4E
Minimum	25.192,02	26.831,97	30.124,37	30.285,41
Echelons	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77

6. Echelles d'expert et d'encadrement

	120/1	120/2	120/3	120/4	150/1	160/1	161/1	170/1
Minimum	29.047,75	30.712,72	36.884,41	38.136,27	39.863,84	47.362,49	49.878,74	52.394,98
Echelons	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11(2) X 1.452,17	11 (2) X 1.562,33
	5 (2) X 669,75	5 (2) X 669,75	5 (2) X 669,75	5 (2) X 669,75	»			

Annexe 5 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réforme de la carrière des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII

« ANNEXE Ière

Echelles du niveau 3

Montants exprimés en euros

1. Echelle de base

	300/1	310/1
Minimum	13.750,00	14.457,22
Echelons	2(1) x 125,74 1(1) x 262,77 2(2) x 291,46 1(2) x 428,80 11(2) x 260,39 5(2) x 145,47	3(1) x 150,23 13(2) x 260,39 1(6) x 138,22 3(2) x 145,47

2. Echelle de qualification 2

Les échelles 300/2 et 310/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 425,63.

3. Echelle de qualification 3

Les échelles 300/3 et 310/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 1.502,24.

Pour les membres du personnel auxquels correspondent les grades anciens de « puéricultrice », « puéricultrice en chef » et « puéricultrice principale », « assistante médicale-puéricultrice », « assistante médicale-puéricultrice en chef » et « assistante médicale-puéricultrice principale » visés à l'annexe IV du présent arrêté, les échelles 300/3P et 310/3P sont constituées comme suit :

	300/3P	310/3P
Minimum	15.112,18	15.819,40
Echelons	3(1) x 150,23 2(2) x 365,20 1(2) x 659,31 11(2) x 365,20 5(2) x 187,39	3(1) x 150,23 13(2) x 365,20 1(4) x 139,48 4(2) x 187,39

4. Echelles d'expert

	310/1E	310/2E	310/3E
Minimum	15.261,59	15.687,22	16.763,83
Echelons	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 5(2) x 135,81	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 5(2) x 135,81	3(1) x 150,23 14(2) x 271,62 5(2) x 135,81

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	320/1	320/2	320/3
Minimum	16.773,17	17.198,81	18.275,42
Echelons	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 5(2) x 130,20	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 5(2) x 130,20	3(1) x 150,23 14(2) x 260,39 5(2) x 130,20

Echelles du niveau 2

Montants exprimés en euros

1. Echelle de base

	200/1	210/1
Minimum	14.275,77	15.476,67
Echelons	2(1) x 275,42 1(1) x 575,57 2(2) x 638,45 1(2) x 938,60 11(2) x 638,45 5(2) x 379,29	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 1(4) x 157,98 3(2) x 379,29

2. Echelle de qualification 2

Les échelles 200/2 et 210/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 826,23.

3. Echelles d'expert

	210/1E	210/2E
Minimum	16.829,58	17.655,81
Echelons	3(1) x 275,42 14(2) x 665,74 5(2) x 332,87	3(1) x 275,42 14(2) x 665,74 5(2) x 332,87

4. Echelles d'expert et d'encadrement

	220/1	220/2
Minimum	19.383,38	20.209,61
Echelons	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 5(2) x 319,23	3(1) x 275,42 14(2) x 638,45 5(2) x 319,23

Echelles du niveau 2+

Montants exprimés en euros

1. Echelle de base

	250/1	260/1
Minimum	15.747,04	17.574,77
Echelons	2(1) x 275,42 1(1) x 876,32 2(2) x 563,35 1(2) x 1176,76 10(2) x 563,35 5(2) x 343,02	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 1(4) x 72,62 3(2) x 343,02

2. Echelle de qualification 2

Les échelles 250/2 et 260/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 631,86.

3. Echelle de qualification 3

Les échelles 250/3 et 260/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 2.384,48.

4. Echelles d'expert

	260/1E	260/2E	260/3E
Minimum	18.716,93	19.348,79	21.101,41
Echelons	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 5(2) x 306,21	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 5(2) x 306,21	3(1) x 275,42 13(2) x 612,42 5(2) x 306,21

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	270/1	270/2	270/3
Minimum	21.686,81	22.938,67	24.691,28
Echelons	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 5(2) x 281,68	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 5(2) x 281,68	3(1) x 275,42 13(2) x 563,35 5(2) x 281,68

Echelles du niveau 1

Montants exprimés en euros

1. Echelle de base

	100/1	110/1
Minimum	21.336,28	26.043,28
Echelons	2(1) x 625,94 1(1) x 2040,54 2(2) x 963,94 1(2) x 2616,40 7(2) x 963,94 5(2) x 645,97	3(1) x 625,94 10(2) x 963,94 1(6) x 297,97 2(2) x 645,97

2. Echelles de qualification 2

Les échelles 100/2 et 110/2 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 1.639,95.

Les échelles 100/2S et 110/2S sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 3.505,22.

3. Echelle de qualification 3

Les échelles 100/3 et 110/3 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 4.932,35.

4. Echelle de qualification 4

Les échelles 100/4 et 110/4 sont constituées des échelles de base correspondantes, augmentées d'un forfait de 5.633,39.

5. Echelles d'expert et d'encadrement

	110/1E	110/2E	110/3E	110/4E
Minimum	25.192,02	26.831,97	30.124,37	30.285,41
Echelons	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77	11(2) x 1.329,54 5(2) x 664,77

6. Echelles d'expert et d'encadrement

	120/1	120/2	120/3	120/4	150/1	160/1	161/1	170/1
Minimum	29.047,75	30.712,72	36.884,41	38.136,27	39.863,84	47.362,49	49.878,74	52.394,98
Echelons	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11 (2) X 1.339,50	11(2) X 1.452,17	11 (2) X 1.562,33
	5 (2) X 669,75	5 (2) X 669,75	5 (2) X 669,75	5 (2) X 669,75	»			

Annexe 6 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réforme de la carrière des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiotvisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII

Annexe 1^{re} – Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2							Conditions particulières	
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
17	Secrétaire général	Fonctionnaire général	1									Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII
16+	Administrateur général	Fonctionnaire général	1									Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII

2

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
16	Directeur général	Fonctionnaire général	1									Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII
15	Directeur général adjoint	Fonctionnaire général	1									Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII
15	Directeur général adjoint-expert	Fonctionnaire général	1		Directeur ou Conseiller							

3

		Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2										
Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
12	Directeur	Spécialisé	4	Conseiller	Attaché ou attaché principal ou conseiller adjoint ou directeur adjoint							
12	Conseiller	Spécialisé	4	Directeur	Conseiller adjoint							
12	Directeur	Spécialisé	3	Conseiller	Attaché ou attaché principal ou conseiller adjoint ou directeur adjoint							
12	Conseiller	Spécialisé	3	Directeur	Conseiller adjoint							

4

		Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2									Conditions particulières	
Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
12	Directeur	Spécialisé	2	Conseiller	Attaché ou attaché principal ou conseiller adjoint ou directeur adjoint			Inspection				<p>Pour le 9 : Arrêté du Gouvernement du 15 février 2017 relatif à la promotion par avancement de grade et à l'accession par changement de grade et de catégorie aux emplois de niveau 1 du Ministère de la Communauté française ; lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs</p> <p>Dessais : pouvoir justifier d'une expérience utile d'au moins neuf années dans le domaine de l'Aide à la Jeunesse</p> <p>Pour le 11 : article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 7 janvier 1999 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'Aide à la Jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'Aide à la Jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse</p>

5

		Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2											Conditions particulières	
Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12			
12	Directeur	Spécialisé	2	Conseiller	Inspecteur ou inspecteur principal ou conseiller adjoint ou directeur adjoint			Inspection			<p>Pour le 6 et le 9 : Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 février 2017 relatif à la promotion par avancement de grade et à l'accession par changement de grade et de catégorie aux emplois de niveau 1 du Ministère de la Communauté française ; lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale du Sport : être affecté dans un emploi au sein de ladite Administration générale</p>			
12	Conseiller	Spécialisé	2	Directeur	Conseiller adjoint									
12	Directeur	Spécialisé	1	Conseiller	Attaché ou attaché principal ou conseiller adjoint ou directeur adjoint									
12	Conseiller	Spécialisé	1	Directeur	Conseiller adjoint									

6

		Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2										Conditions particulières	
Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		
12	Directeur	Inspection	2	Conseiller	Inspecteur ou inspecteur principal ou conseiller adjoint ou directeur adjoint			Spécialisé				<p>Pour le 9 : Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 février 2017 relatif à la promotion par avancement de grade et à l'accession par changement de grade et de catégorie aux emplois de niveau 1 du Ministère de la Communauté française ; lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis : pouvoir justifier d'une expérience utile d'au moins neuf années dans le domaine de l'Aide à la Jeunesse</p>	
12	Directeur	Inspection	2	Conseiller	Attaché ou attaché principal ou conseiller adjoint ou directeur adjoint			Spécialisé				<p>Pour le 6 et le 9 : Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 février 2017 relatif à la promotion par avancement de grade et à l'accession par changement de grade et de catégorie aux emplois de niveau 1 du Ministère de la Communauté française ; lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale du Sport : être affecté dans un emploi au sein de ladite Administration générale</p>	

7

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
12	Conseiller	Inspection	2	Directeur	Conseiller adjoint							
12	Directeur	Administratif	1	Conseiller	Attaché ou attaché principal ou attaché senior ou conseiller adjoint ou directeur adjoint							
12	Conseiller	Administratif	1	Directeur	Conseiller adjoint							
11	Directeur adjoint	Spécialisé	4	Conseiller adjoint	Attaché ou attaché principal							
11	Conseiller adjoint	Spécialisé	4	Directeur adjoint	Attaché ou attaché principal							
11	Directeur adjoint	Spécialisé	3	Conseiller adjoint	Attaché ou attaché principal							

8

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2							Conditions particulières	
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
11	Conseiller adjoint	Spécialisé	3	Directeur adjoint	Attaché ou attaché principal							
11	Directeur adjoint	Spécialisé	2	Conseiller adjoint	Inspecteur ou inspecteur principal ou attaché ou attaché principal							
11	Conseiller adjoint	Spécialisé	2	Directeur adjoint	Attaché ou attaché principal							
11	Directeur adjoint	Spécialisé	1	Conseiller adjoint	Attaché ou attaché principal							
11	Conseiller adjoint	Spécialisé	1	Directeur adjoint	Attaché ou attaché principal							

9

		Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2										
Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
11	Directeur adjoint	Inspection	2	Conseiller adjoint	Inspecteur ou inspecteur principal ou attaché ou attaché principal							
11	Conseiller adjoint	Inspection	2	Directeur adjoint	Attaché ou attaché principal							
11	Directeur adjoint	Administratif	1	Conseiller adjoint	Attaché ou attaché principal ou attaché senior							
11	Conseiller adjoint	Administratif	1	Directeur adjoint	Attaché ou attaché principal ou attaché senior							

10

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières	
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
11	Attaché principal	Spécialisé	4			Attaché			3		<p>Pour le 10: être titulaire d'un diplôme d'ingénieur civil délivré et entériné conformément aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ou du certificat délivré aux lauréats de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil ou d'un diplôme correspondant en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2004 fixant la liste de correspondance entre les anciens et nouveaux grades académiques.</p>

11

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières	
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
11	Attaché principal	Spécialisé	3			Attaché			1		<p>Pour le 10: être titulaire d'un diplôme d'ingénieur civil délivré et entériné conformément aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ou du certificat délivré aux lauréats de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil ou d'un diplôme correspondant en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2004 fixant la liste de correspondance entre les anciens et nouveaux grades académiques.</p>

12

		Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2										Conditions particulières
Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement		
11	Attaché principal	Spécialisé	2	Inspecteur principal		Attaché		Inspection	10	11	12	<p>Pour le 5 et le 9 : Arrêté du Gouvernement du 15 février 2017 relatif à la promotion par avancement de grade et de catégorie aux emplois de niveau 1 du Ministère de la Communauté française ; lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis : pourvoir justifier d'une expérience utile d'au moins cinq années dans le domaine de l'Aide à la Jeunesse</p> <p>Pour le 5 et le 9 : Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 février 2017 relatif à la promotion par avancement de grade et de catégorie aux emplois de niveau 1 du Ministère de la Communauté française ; lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale du Sport : être affecté dans un emploi au sein de ladite Administration générale</p>
11	Attaché principal	Spécialisé	2	Inspecteur principal		Attaché		Inspection				

13

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
11	Attaché principal	Spécialisé	1			Attaché						
11	Inspecteur principal	Inspection	2	Attaché principal		Inspecteur		Spécialisé				<p>Pour le 5 et le 9 : Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 février 2017 relatif à la promotion par avancement de grade et à l'accèsion par changement de grade et de catégorie aux emplois de niveau 1 du Ministère de la Communauté française ; lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis : pouvoir justifier d'une expérience utile d'au moins cinq années dans le domaine de l'Aide à la Jeunesse</p>

14

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières	
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
11	Inspecteur principal	Inspection	2	Attaché principal		Inspecteur		Spécialisé			<p>Pour le 5 et le 9 : Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 février 2017 relatif à la promotion par avancement de grade et à l'accès par changement de grade et de catégorie aux emplois de niveau 1 du Ministère de la Communauté française ; lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale du Sport ; être affecté dans un emploi au sein de ladite Administration générale</p>
11	Attaché principal	Administratif	1			Attaché					

15

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières	
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
10	Attaché	Spécialisé	3						1	oui	<p>Pour le 10: être titulaire d'un diplôme d'ingénieur civil délivré et entériné conformément aux lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ou du certificat délivré aux lauréats de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire qui peuvent porter le titre d'ingénieur civil ou d'un diplôme correspondant en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2004 fixant la liste de correspondance entre les anciens et nouveaux grades académiques.</p>

16

		Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2									Conditions particulières	
Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
10	Attaché	Spécialisé	2	Inspecteur			Grades du niveau 2+ de la catégorie spécialisés de groupe 3 ou de groupe 2	Administratif Inspection	1	oui		<p>Pour le 5 et le 9 : Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 février 2017 relatif à la promotion par avancement de grade et à l'accèsion par changement de grade et de catégorie aux emplois de niveau 1 du Ministère de la Communauté française ; lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs</p> <p>Dessais : pouvoir justifier d'une expérience utile d'au moins cinq années dans le domaine de l'Aide à la Jeunesse</p> <p>Pour le 9 et le 10 : catégorie Administratif groupe 1 : Pouvoir justifier d'une expérience utile d'au moins cinq années dans le domaine de l'Aide à la Jeunesse</p>

17

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Pour le 11 : Article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 janvier 1999 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'Aide à la Jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint ou de directeur adjoint de l'Aide à la Jeunesse en exécution du titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse

18

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2					Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	9				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
10	Attaché	Spécialisé	2	Inspecteur				Inspection		oui		<p>Pour le 5 et le 9 : Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 février 2017 relatif à la promotion par avancement de grade et à l'accès par changement de grade et de catégorie aux emplois de niveau 1 du Ministère de la Communauté française ; lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale du Sport : être affecté dans un emploi au sein de ladite Administration générale</p> <p>Pour le 11 : lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale du Sport, être titulaire d'un diplôme d'agréé de l'enseignement secondaire supérieur en éducation physique ou en sciences de la motricité, orientation éducation physique</p>

19

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2					Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	9				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
10	Attaché	Spécialisé	1					Administratif			oui	<p>Pour le 9 :</p> <p>Etre titulaire d'un diplôme d'ingénieur industriel ou d'un diplôme correspondant en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2004 fixant la liste de correspondance entre les anciens et nouveaux grades académiques, et avoir terminé avec fruit un cours agréé de formation complémentaire du premier ou du second niveau telle que visée par l'arrêté royal du 10 août 1978 déterminant la formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints</p>

20

		Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2									
Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
10	Inspecteur	Inspection	2	Attaché			Grades du niveau 2 ou du niveau 2 +	Spécialisé		oui	<p>Pour le 8:</p> <p>1) lorsque l'emploi est à pourvoir au Service général d'audit budgétaire et financier être affecté depuis un an au moins sur un emploi dudit Service général ;</p> <p>2) lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis : être affecté depuis un an au moins sur un emploi de la dite Administration générale</p> <p>Pour le 5 et le 9 : Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 février 2017 relatif à la promotion par avancement de grade et à l'accès par changement de grade et de catégorie aux emplois de niveau 1 du Ministère de la Communauté française ; lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale de</p>

21

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessais : pouvoir justifier d'une expérience utile d'au moins cinq années dans le domaine de l'Aide à la Jeunesse
10	Inspecteur	Inspection	2	Attaché				Spécialisé				Pour le 5 et le 9 : Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 février 2017 relatif à la promotion par avancement de grade et à l'accession par changement de grade et de catégorie aux emplois de niveau 1 du Ministère de la Communauté française ; lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale du Sport : être affecté dans un emploi au sein de ladite Administration générale Pour le 11 : Lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale du Sport, être titulaire d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur en éducation physique ou en sciences de la motricité, orientation éducation physique.

22

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2					Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	9				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
10	Attaché	Administratif	1				Grades du niveau 2 ou du niveau 2 +			oui		<p>Pour le 8:</p> <p>1) lorsque l'emploi est à pourvoir dans toute entité administrative à l'exception de l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis - Groupe d'Institutions publiques de protection de la jeunesse : être titulaire d'un grade de la catégorie administratif, de la catégorie technique ou de la catégorie spécialisé groupe de qualification 1 ou 3 ou de la catégorie spécialisé groupe de qualification 2 et, dans ce dernier cas, être affecté sur un emploi de la Direction générale de l'Infrastructure.</p> <p>2) lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis - Groupe d'Institutions publiques de protection de la jeunesse: être titulaire d'un grade de la catégorie spécialisé et être affecté sur un emploi de cette entité administrative.</p>

24

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
27	Premier gradué	Spécialisé	2	Contrôleur principal des travaux ou dessinateur en chef ou géomètre expert immobilier en chef ou premier gradué expert	Gradué ou gradué principal							<p>Pour le 5:</p> <p>1) lorsque l'emploi est à pourvoir à la Direction générale de l'Infrastructure: être affecté sur un emploi de la Direction générale de l'Infrastructure ;</p> <p>2) lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis -Groupe d'Institutions publiques de Protection de la Jeunesse: être affecté sur un emploi de l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis -Groupe des Institutions publiques de Protection de la Jeunesse</p>

25

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2					Conditions particulières			
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie		Changement de groupe	Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	<p>3) lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis - Administration centrale: être affecté sur un emploi de l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis - Administration centrale ou Groupe des Institutions publiques de Protection de la Jeunesse.</p> <p>4) le changement de grade ne concerne pas les emplois à pourvoir à l'Administration générale du Sport</p> <p>Pour le 6:</p> <p>1) lorsque l'emploi est à pourvoir au Secrétariat général : être affecté sur un emploi du Secrétariat général</p> <p>2) lorsque l'emploi est à pourvoir à la Direction générale de l'Infrastructure: être affecté sur un emploi de la Direction générale de l'Infrastructure ;</p>

26

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2					Conditions particulières			
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie		Changement de groupe	Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	3) lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis – Groupe d'Institutions publiques de Protection de la Jeunesse : être affecté sur un emploi de l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis – Groupe d'Institutions publiques de Protection de la Jeunesse 4) lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis - Administration centrale: être affecté sur un emploi de l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis - Administration centrale ;

27

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
												5) lorsque l'emploi est à pourvoir au Musée royal de Mariemont : être affecté sur un emploi du Musée royal de Mariemont 6) lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale du Sport, être affecté sur un emploi de l'Administration générale du Sport
27	Premier gradué expert	Spécialisé	2	Premier gradué	Gradué expert							

28

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2							Conditions particulières	
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
27	Premier gradué	Spécialisé	1	Premier gradué expert	Gradué ou gradué principal ou gradué expert							
27	Premier gradué expert	Spécialisé	1	Premier gradué	Gradué expert							
27	Premier gradué	Administratif	3	Premier gradué expert	Gradué ou gradué principal ou gradué expert							
27	Premier gradué expert	Administratif	3	Premier gradué	Gradué expert							
27	Premier gradué	Administratif	2	Premier gradué expert	Gradué ou gradué principal ou gradué expert							
27	Premier gradué expert	Administratif	2	Premier gradué	Gradué expert							

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2							Conditions particulières	
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
26	Gradué expert	Spécialisé	3		Gradué ou gradué principal							
26	Gradué expert	Spécialisé	2		Gradué ou gradué principal							
26	Gradué expert	Spécialisé	1		Gradué ou gradué principal							
26	Gradué expert	Administratif	3		Gradué ou gradué principal							
26	Gradué expert	Administratif	2		Gradué ou gradué principal							
26	Gradué expert	Administratif	1		Gradué ou gradué principal							

31

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
26	Gradué principal	Spécialisé	3			Gradué			2			Pour le 10: être titulaire d'un des diplômes suivants lorsque soit infirmier gradué social ou être habilité à porter ce titre en application de l'article 25 de l'arrêté royal du 17 août 1957; soit conseiller social; soit assistant en psychologie; soit éducateur spécialisé, éducateur, éducateur de l'enfance inadaptée ou gradué ou diplômé en orthopédagogie délivré dans l'enseignement supérieur de type court (anc. 1er degré ou catégorie A1 ou A1/D); soit assistant social (anc. catégorie A1); Pour le 10 : lorsque l'emploi est pourvu par mutation en application de l'article 69, § 2, 2°, a et, les cas échéants, 3° du statut des agents des Services du Gouvernement ???

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
26	Gradué principal	Spécialisé	2			Gradué						
26	Gradué principal	Spécialisé	1			Gradué						
26	Gradué principal	Administratif	3			Gradué						
26	Gradué principal	Administratif	2			Gradué			1			Pour le 10: vérification des aptitudes à exercer une fonction de comptable
26	Gradué principal	Administratif	1			Gradué		Spécialisé	2			Pour le 9 et le 10, lorsque l'emploi est pourvu par mutation en application de l'article 69, § 2, 1° et, le cas échéant, 3° du statut des agents des Services du Gouvernement

33

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières	
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
25	Gradué	Spécialisé	3						2	oui	Pour le 10: être titulaire d'un des diplômes suivants: soit infirmier gradué social ou être habilité à porter ce titre en application de l'article 25 de l'arrêté royal du 17 août 1957; soit conseiller social; soit assistant en psychologie;

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	soit éducateur spécialisé, éducateur, éducateur de l'enfance inadaptée ou gradué ou diplômé en orthopédagogie délivré dans l'enseignement supérieur de type court (anc. 1er degré ou catégorie A1 ou A1/D); soit assistant social (anc. catégorie A1). Pour le 10 : lorsque l'emploi est pourvu par mutation en application de l'article 69, § 2, 2°, a et, le cas échéant, 3° de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement

35

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
25	Gradué	Spécialisé	2				Grades du niveau 2 de la catégorie spécialisée de groupe 2			oui		<p>Pour le 8:</p> <p>1) lorsque l'emploi est à pourvoir à la Direction générale de l'Infrastructure : être affecté sur un emploi de la Direction générale de l'Infrastructure ;</p> <p>2) lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis - Groupe d'Institutions publiques de Protection de la Jeunesse : être affecté sur un emploi de l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse et du Centre Communautaire pour Mineurs Dessaisis - Groupe d'Institutions publiques de Protection de la Jeunesse</p> <p>3) la promotion par accession au niveau supérieur ne concerne pas les emplois à pourvoir à l'Administration générale du Sport</p>

36

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières	
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
25	Gradué	Spécialisé	2							oui	<p>Pour le 11 :</p> <p>Lorsque l'emploi est à pourvoir à l'Administration générale du Sport, être titulaire d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en éducation physique ou en sciences de la motricité, orientation éducation physique.</p>
25	Gradué	Spécialisé	1							oui	
25	Gradué	Administratif	2				Grades du niveau 2		1	oui	<p>Pour le 10 : vérification des aptitudes à exercer une fonction de comptable. ou application de l'article 30 sexies § 1^{er}, 1^o tiret du statut pécnuaire des agents des Services du Gouvernement.</p>
25	Gradué	Administratif	1				Grades du niveau 2	Spécialisé	2	oui	<p>Pour le 9 et le 10, lorsque l'emploi est pourvu par mutation en application de l'article 69, § 2, 1^o et, le cas échéant, 3^o du statut des agents des Services du Gouvernement</p>

37

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
22	Premier assistant	Technique	2	Premier assistant expert	Assistant ou assistant principal ou assistant expert							
22	Premier assistant expert	Technique	2	Premier assistant	Assistant expert							
22	Premier assistant	Spécialisé	2	Inspecteur technique ou premier assistant expert	Assistant ou assistant principal ou assistant expert							
22	Premier assistant expert	Spécialisé	2	Inspecteur technique ou premier assistant	Assistant expert							

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
22	Premier assistant	Administratif	2	Premier correspondant en chef de la recherche ou correspondant en chef de la recherche ou premier assistant expert	Premier correspondant de la recherche ou assistant ou assistant principal ou assistant expert							
22	Premier assistant expert	Administratif	2	Premier correspondant en chef de la recherche ou correspondant en chef de la recherche ou premier assistant	Assistant expert							

40

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
22	Correspondant en chef de la recherche	Administratif	2									
21	Assistant expert	Technique	2		Assistant ou assistant principal							
21	Assistant expert	Spécialisé	2		Assistant ou assistant principal							
21	Assistant expert	Administratif	2		Assistant ou assistant principal							
21	Assistant expert	Administratif	1		Assistant ou assistant principal ou assistant senior							

		Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2									Conditions particulières	
Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
20	Assistant	Administratif	2				grades du niveau 3		1	oui	Pour le 10 : vérification des aptitudes à exercer une fonction de comptable ou application de l'article 30 sexies § 1 ^{er} , 1 ^o tiret du statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement.	
20	Assistant	Administratif	1				grades du niveau 3			oui		
20	Assistant senior	Administratif	1				grades du niveau 3	oui	oui		Pour le 9 : la promotion par accession au niveau supérieur des agents du niveau 3 relevant de la catégorie spécialisé ou technique emporte changement de catégorie vers la catégorie administratif. Pour le 10 : La promotion par accession au niveau supérieur des agents du niveau 3 relevant d'un groupe de qualification autre que le groupe 1 emporte changement de groupe de qualification vers le groupe de qualification 1.	

43

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2								Conditions particulières
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
32	Premier adjoint	Technique	3	Premier adjoint expert	Adjoint ou adjoint principal ou adjoint expert			Spécialisé	2			Pour le 9 et 10, lorsque l'emploi est pourvu par mutation en application de l'article 69, § 2, 1° et, le cas échéant, 3° du statut des agents des Services du Gouvernement.
32	Premier adjoint expert	Technique	3	Premier adjoint	Adjoint expert							
32	Premier adjoint	Technique	2	Premier adjoint expert	Adjoint ou adjoint principal ou adjoint expert							
32	Premier adjoint expert	Technique	2	Premier adjoint	Adjoint expert							
32	Premier adjoint	Technique	1	Premier adjoint expert	Adjoint ou adjoint principal ou adjoint expert							
32	Premier adjoint expert	Technique	1	Premier adjoint	Adjoint expert							

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2						Conditions particulières		
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe		Recrutement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
32	Premier adjoint	Administratif	3	Premier adjoint expert	Adjoint ou adjoint principal ou adjoint expert							
32	Premier adjoint expert	Administratif	3	Premier adjoint	Adjoint expert							
32	Premier adjoint	Administratif	2	Premier adjoint expert	Adjoint ou adjoint principal ou adjoint expert							
32	Premier adjoint expert	Administratif	2	Premier adjoint	Adjoint expert							
32	Premier adjoint	Administratif	1	Premier adjoint expert	Adjoint ou adjoint principal ou adjoint expert							
32	Premier adjoint expert	Administratif	1	Premier adjoint	Adjoint expert							

45

Rang	Grade	Catégorie	Groupe	Grades donnant accès aux grades indiqués sub. 2							Conditions particulières	
				Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
31	Adjoint expert	Technique	3		Adjoint ou adjoint principal							
31	Adjoint expert	Technique	2		Adjoint ou adjoint principal							
31	Adjoint expert	Technique	1		Adjoint ou adjoint principal							
31	Adjoint expert	Administratif	3		Adjoint ou adjoint principal							
31	Adjoint expert	Administratif	2		Adjoint ou adjoint principal							
31	Adjoint expert	Administratif	1		Adjoint ou adjoint principal							
31	Adjoint principal	Technique	3			Adjoint		Administratif	2			Pour le 9 et le 10: vérification des aptitudes professionnelles
31	Adjoint principal	Technique	2			Adjoint		Administratif				Pour le 9 vérification des aptitudes professionnelles

Annexe 7 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réforme de la carrière des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII

Annexe 1 - RÈGLEMENT ORGANIQUE – ONE

1	2	3	4	Grades donnant accès aux grades visés sub. 2					11	12	
				5	6	7	8	9			10
RANG	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion au niveau supérieur par accession	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières
16	Administrateur-général	FGE	1							Oui	Désignation par le Gouvernement de la Communauté française
16	Administrateur-général adjoint	FGE	1							Oui	Désignation par le Gouvernement de la Communauté française
15	Directeur général adjoint	FGE	1		Directeur ou Conseiller						
12	Directeur	ADM	1	Conseiller	Attaché ou attaché principal ou attaché senior ou conseiller adjoint ou directeur adjoint						
12	Conseiller	ADM	1	Directeur	Conseiller adjoint						
11	Directeur adjoint	ADM	1	Conseiller	Attaché						

2

		Grades donnant accès aux grades visés sub. 2										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
RANG	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières	
11	Conseiller adjoint	ADM	1	Directeur adjoint	Attaché ou attaché principal ou attaché senior	Attaché ou attaché principal ou attaché senior						
11	Inspecteur principal	INS	2			Inspecteur						
11	Inspecteur principal	ADM	1			Attaché						
10	Inspecteur	INS	2	Attaché			Grades de niveau 2+ de la catégorie spécialisé du groupe 3			Oui	Pour 8 : limitation aux titulaires d'un diplôme d'assistant social ou d'infirmier gradué Pour 5 : vérification des aptitudes professionnelles	
10	Attaché	SPE	1							Oui		
10	Attaché	ADM	1				Grades de niveau 2 ou 2+			Oui		

		Grades donnant accès aux grades visés sub. 2									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
RANG	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières
10	Attaché senior	ADM	1				Grades du niveau 2 ou niveau 2+	Oui	Oui		<p>Pour le 9 :</p> <p>la promotion par accession au niveau supérieur des agents des niveaux 2 et 2+ relevant de la catégorie spécialisé ou technique emporte changement de catégorie vers la catégorie administratif.</p> <p>Pour le 10 :</p> <p>La promotion par accession au niveau supérieur des agents des niveaux 2 et 2+ relevant d'un groupe de qualification autre que le groupe 1 emporte changement de groupe de qualification vers le groupe de qualification 1.</p>

		Grades donnant accès aux grades visés sub. 2											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		
RANG	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières		
27	Premier gradué	SPE	3	Infirmier en chef, inspecteur, sous-inspecteur ou premier gradué expert	Gradué, gradué principal ou gradué expert	Promotion en carrière plane	Promotion au niveau supérieur					Pour 6 : vérification des aptitudes professionnelles	
27	Premier gradué expert	SPE	3	Infirmier en chef, inspecteur, sous-inspecteur ou premier gradué	Gradué expert								
27	Premier gradué	SPE	2	Premier gradué expert	Gradué, gradué principal ou gradué expert							Pour 6 : vérification des aptitudes professionnelles	
27	Premier gradué expert	SPE	2	Premier gradué	Gradué expert								
27	Premier gradué	ADM	2	Premier gradué expert	Gradué, gradué principal ou gradué								

5

		Grades donnant accès aux grades visés sub. 2											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		
RANG	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières		
27	Premier gradué expert	ADM	2	Premier gradué	Gradué expert								
27	Premier gradué	ADM	1	Premier gradué expert	Gradué, gradué principal ou gradué expert								
27	Premier gradué expert	ADM	1	Premier gradué	Gradué expert								
27	Infirmier en chef	SPE	3										
27	Inspecteur	SPE	3										
27	Sous-Inspecteur	SPE	3										
26	Gradué expert	SPE	3		Gradué ou gradué principal								
26	Gradué expert	SPE	2		Gradué ou gradué principal								
26	Gradué expert	ADM	2		Gradué ou gradué principal								
26	Gradué expert	ADM	1		Gradué ou gradué principal								

6

Grades donnant accès aux grades visés sub. 2											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
RANG	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières
26	Gradué principal	SPE	3			Gradué					
26	Gradué principal	SPE	2			Gradué					
26	Gradué principal	ADM	2			Gradué		SPE			Pour 9 : vérification des aptitudes professionnelles
26	Gradué principal	ADM	1			Gradué		SPE			Pour 9 : vérification des aptitudes professionnelles
25	Gradué	SPE	3						2	Oui	Pour 10 : application de l'article 30 sexies § 1 ^{er} , 1 ^o tiret du statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement.
25	Gradué	SPE	2				Grades de niveau 2 de la catégorie spécialisé de groupe 2			Oui	
25	Gradué	ADM	2				Grades de niveau 2	SPE	1	Oui	Pour 9 : vérification des aptitudes professionnelles Pour 10 : application de l'article 30 sexies § 1 ^{er} , 1 ^o tiret du statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement.
25	Gradué	ADM	1				Grades de			Oui	

7

		Grades donnant accès aux grades visés sub. 2									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
RANG	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière en plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières
22	Premier assistant	SPE	2	Premier assistant expert	Assistant, assistant principal ou assistant expert		niveau 2				
22	Premier assistant expert	SPE	2	Premier assistant expert	Assistant expert						
22	Premier assistant	ADM	2	Premier assistant expert	Assistant, assistant principal ou assistant expert						
22	Premier assistant expert	ADM	2	Premier assistant expert	Assistant expert						

		Grades donnant accès aux grades visés sub. 2										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
RANG	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières	
22	Premier assistant	ADM	1	Chef administratif ou premier assistant expert	Sous-chef de bureau ou assistant ou assistant principal ou assistant senior ou assistant expert							
22	Premier assistant expert	ADM	1	Premier assistant	Assistant expert							
22	Chef administratif	ADM	1									
21	Assistant expert	SPE	2		Assistant ou assistant principal							
21	Assistant expert	ADM	2		Assistant ou assistant principal							

		Grades donnant accès aux grades visés sub. 2									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
RANG	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières
21	Assistant expert	ADM	1		Assistant ou assistant principal ou assistant senior						
21	Assistant principal	SPE	2			Assistant					
21	Assistant principal	ADM	2			Assistant					
21	Assistant principal	ADM	1			Assistant					
21	Sous-chef de bureau	ADM	1								
20	Assistant	SPE	2				Grades de niveau 3 de la catégorie spécialisé du groupe 2			Oui	
20	Assistant	ADM	2				Grades de niveau 3		1	Oui	Pour 10 : vérification des aptitudes à exercer une fonction comptable ou application de l'article 30 sexies § 1 ^{er} , 1 ^o tiret du statut péculaire des agents des Services du Gouvernement.
20	Assistant	ADM	1				Grades de niveau 3			Oui	

10

		Grades donnant accès aux grades visés sub. 2									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
RANG	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières
20	Assistant senior	ADM	1				Grades de niveau 3	Oui	Oui		<p>Pour le 9 : la promotion par accession au niveau supérieur des agents du niveau 3 relevant de la catégorie spécialisé ou technique emporte changement de catégorie vers la catégorie administratif.</p> <p>Pour le 10 : La promotion par accession au niveau supérieur des agents du niveau 3 relevant d'un groupe de qualification autre que le groupe 1 emporte changement de groupe de qualification vers le groupe de qualification 1.</p>
32	Premier adjoint	SPE	2	Premier adjoint expert	Adjoint, adjoint principal ou adjoint						Pour 6 : vérification des aptitudes professionnelles

		Grades donnant accès aux grades visés sub. 2										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
RANG	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières	
32	Premier adjoint expert	SPE	2	Premier adjoint expert	Adjoint expert							
32	Premier adjoint	SPE	1	Premier adjoint expert	Adjoint, adjoint principal ou adjoint expert						Pour 6 : vérification des aptitudes professionnelles	
32	Premier adjoint expert	SPE	1	Premier adjoint expert	Adjoint expert							
32	Premier adjoint	ADM	3	Premier adjoint expert	Adjoint, adjoint principal ou adjoint expert							
32	Premier adjoint expert	ADM	3	Premier adjoint expert	Adjoint expert							
32	Premier adjoint	ADM	1	Premier adjoint expert	Adjoint, adjoint principal ou adjoint expert							
32	Premier adjoint expert	ADM	1	Premier adjoint expert	Adjoint expert							
31	Adjoint expert	SPE	2		Adjoint ou adjoint							

12

		Grades donnant accès aux grades visés sub. 2											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		
RANG	Grade	Catégorie	Groupe	Changement de grade	Promotion par avancement de grade	Promotion en carrière plane	Promotion par accession au niveau supérieur	Changement de catégorie	Changement de groupe	Recrutement	Conditions particulières		
31	Adjoint expert	SPE	1		principal Adjoint ou adjoint principal								
31	Adjoint expert	ADM	3		Adjoint ou adjoint principal								
31	Adjoint expert	ADM	1		Adjoint ou adjoint principal								
31	Adjoint principal	SPE	2		Adjoint								
31	Adjoint principal	SPE	1		Adjoint								
31	Adjoint principal	ADM	3		Adjoint								
31	Adjoint principal	ADM	1		Adjoint								
30	Adjoint	SPE	2						1	Oui	Pour 10 : application de l'article 30 sexies § 1 ^{er} , 1 ^o tiret du statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement.		
30	Adjoint	SPE	1							Oui			
30	Adjoint	ADM	3										
30	Adjoint	ADM	1							Oui			

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/12173]

12 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de loopbaan van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen voor openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", afgekort " ONE ", inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, artikel 140, § 3;

Gelet op artikel 24 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de " Office de la Naissance et de l'Enfance " (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

Gelet het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende aanstelling, voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de hiërarchische meerderen die bevoegd zijn voor de evaluatie, de stage en de tuchtregeling bij toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 tot aanwijzing, voor de « Office de la Naissance et de l'Enfance », van de hiërarchische meerderen bevoegd inzake evaluatie, stage en tuchtregeling met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2000 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden bij de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het " Institut de la Formation en cours de carrière " (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, met uitzondering van het Algemeen Commissariaat voor Internationale Betrekkingen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 maart 2010 betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang naar het hogere niveau van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 betreffende de personeelsformatie en het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van de « Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur » (Académie Onderzoek en Hoger Onderwijs);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juni 2018 houdende wijziging van de geldelijke toestand van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 september 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 25 oktober 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 25 oktober 2018;

Gelet op de "gendertest" van 25 oktober 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 12 november 2018;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 16 november 2018;

Gelet op het advies van de Directieraad van ETNIC, gegeven op 6 december 2018;

Gelet op het advies van de Directieraad van het "Institut de la Formation en cours de carrière", gegeven op 21 december 2018;

Gelet op het advies van de Directieraad van ARES, gegeven op 16 januari 2019;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap gegeven binnen de vereiste termijn;

Gelet op het protocol nr. 505 van het Overlegcomité van Sector XVII, gesloten op 25 januari 2019;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van state op 11 februari 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het gebrek aan mededeling van dat advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd als volgt:

1° bij § 2 worden de volgende drie leden toegevoegd:

"Met uitzondering van de vlakke loopbaan en de overgang naar het in de artikelen 44 tot en met 45 bedoelde niveau worden de bevorderingsgraden tot en met rang 15 ingedeeld in omkaderings- en deskundigengraden.

Tenzij anders bepaald, worden de bevoegdheden inzake toewijzing en delegatie die toegekend worden aan ambtenaren die houder zijn van een rang 12 met toepassing van dit besluit en de uitvoeringsbesluiten daarvan, uitsluitend uitgeoefend door ambtenaren die houder zijn van een omkaderingsgraad van rang 12.

In afwijking van het voorgaande lid, oefent de ambtenaar houder van een omkaderingsgraad van rang 11 de bevoegdheden uit die bij artikel 5 van dit statuut aan de ambtenaren die houder zijn van een rang 12 zijn toegewezen en dit ook op het gebied van tucht-, stage-, evaluatieaangelegenheden zonder echter de beoordelaar bedoeld in artikel 88, tweede lid, te kunnen zijn. »;

2° In § 3, 1°, worden de woorden "deskundig personeel" vervangen door de woorden "gespecialiseerd personeel".

Art. 2. In artikel 4, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "zestig werkdagen" vervangen door de woorden "zestig kalenderdagen".

Art. 3. In artikel 13, tweede lid, 2°, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de Directieraad" vervangen door de woorden "het Directiecomité".

Art. 4. Onder Titel VIII "Loopbaan, Hoofdstuk I: Algemeenheden" van hetzelfde besluit wordt de volgende vermelding ingevoegd

"Afdeling I. — Vacante betrekkingen".

Art. 5. In artikel 38, § 2, lid 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden "van rang 12" vervangen door de woorden "van rang 11 of 12".

Art. 6. Na artikel 40 van hetzelfde besluit, wordt een afdeling 2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Afdeling II. — Vacante graden van deskundige

Art. 40/1. - De andere graden van deskundigen dan de graad van deskundige adjunct-directeur-generaal worden toegekend op basis van vacante graden in de rang binnen de perken van een door de Regering te bepalen aantal graden.

Art. 40/2. - De Regering, of de ambtenaar-generaal aan wie zij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd, kan elke graad van deskundige die definitief geen houder heeft of elke graad van deskundige die binnen de komende twaalf maanden definitief zonder houder zal zijn, vacant verklaren om de behoeften te verhelpen via een bevordering door verhoging in graad of, in voorkomend geval, door overgang naar het hogere niveau.

Art. 40/3. - De vacante graden van deskundige worden bij de oproep tot de kandidaten ter kennis van de ambtenaren gebracht.

De oproep tot het indienen van kandidaturen gaat samen met een kandidatuurformulier, waarvan het model door het directiecomité zo is opgesteld dat elke kandidaat kan aantonen dat hij of zij over de nodige deskundigheid beschikt in het ambt dat hij of zij uitoefent, en met name dat deze deskundigheid bijdraagt tot de goede werking van de dienst en het goede beheer van de vaardigheden waaraan hij of zij bijdraagt.

Kandidaten voor dezelfde graad worden verdeeld in drie groepen die hen rangschikken op basis van hun expertiseniveau.

Art. 40/4. - Het directiecomité stelt een voorlopig voorstel tot indeling op door voor elke kandidaat een met redenen omkleed advies uit te brengen over de keuze van de groep waarbinnen het zijn/haar kandidatuur rangschikt.

Voor de indeling in de rangen 31 en 21, worden de kandidaten die over een of meer bekwaamheidsbewijzen in de zin van het Samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, goedgekeurd bij decreet van 24 oktober 2003, of andere bepalingen die in de plaats daarvan komen, bekwaamheidsbewijzen die een ambt voldoende substantieel dekken, beschikken, automatisch ingedeeld in de

eerste groep van kandidaten die over de hoogste graad van deskundigheid beschikken. Deze automatische indeling is niet van toepassing wanneer de in aanmerking te nemen bekwaamheidsbewijzen of een van de bekwaamheidsbewijzen reeds in aanmerking zijn/is genomen in de loopbaan van de kandidaat om een verandering van kwalificatiegroep te verkrijgen.

Iedere kandidaat ontvangt een met redenen omkleed advies over zijn of haar zaak, tegen ontvangstbewijs of per aangetekende brief.

De kandidaat die zich benadeeld acht, kan binnen tien dagen na de in het vorige lid bedoelde kennisgeving een bezwaar indienen bij het Directiecomité.

Hij zal op zijn verzoek worden gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door elke persoon van zijn keuze, met uitzondering van een lid van het Directiecomité.

Na onderzoek van de bezwaren doet het Directiecomité een definitief voorstel voor de indeling. Bij gebrek aan bezwaar wordt het voorlopige voorstel tot indeling definitief.

Art. 40/5. - Naast de indeling van de kandidaten in drie groepen worden de kandidaten in het definitieve voorstel voor indeling ingedeeld naar anciënniteit binnen elke groep.

De volgorde van voorkeur tussen de personeelsleden waarvan de anciënniteit moet worden vergeleken, is als volgt:

- 1° de ambtenaar met de grootste anciënniteit;
- 2° bij gelijke anciënniteit, de ambtenaar met de hoogste niveau-anciënniteit;
- 3° bij gelijke anciënniteit op hetzelfde niveau, de oudste ambtenaar.

Art. 40/6. - Indien de eerste groep minder kandidaten telt dan de te vervullen graden, beslist het Directiecomité of de volgende groep wordt gebruikt dan wel of het aanbod van de graden uitgesteld wordt tot een volgende selectie.

Wanneer de eerste groep meer kandidaten dan de te vervullen graden telt, is de selectie één jaar geldig en verlengbaar voor een periode van één jaar, met een maximum van drie verlengingen.

Art. 40/7. - 2. De benoeming in een graad van deskundige houdt op zich geen verandering in van de betrekking of de bij de aanstelling van het bevorderde personeelslid toegepaste werkregeling in. ».

Art. 7. Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° § 1 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“§ 1. Bevordering door overgang naar het hogere niveau in een wervingsbetrekking en bevordering door verhoging in graad in een omkaderingsgraad kan alleen plaatsvinden in geval van een vacature van een vaste betrekking in de toe te wijzen graad.

Bevordering door overgang naar het hogere niveau of door verhoging in graad tot een graad van deskundige kan alleen plaatsvinden in geval van een vacature in de toe te kennen graad. »;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden “vacature van een bij bevordering, zoals bedoeld in § 1, toe te kennen betrekking” evenals de woorden “vacante betrekking” worden respectief vervangen door de woorden “vacature van een bij bevordering, zoals bedoeld in § 1, toe te kennen betrekking of graad” en de woorden “vacante betrekking of graad”;

3° in § 2, tweede en derde lid, worden de woorden “vacante betrekking” vervangen door de woorden “vacante betrekking of graad”;

4° in § 3, eerste lid, worden de woorden “vacante betrekking” vervangen door de woorden “vacante betrekking of graad”. In lid 2, worden de woorden “elke betrekking” vervangen door de woorden “elke betrekking of graad”;

5° § 4 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Voor kandidaten voor bevordering door overgang naar een hoger niveau en voor de bevordering door verhoging in graad, wordt de als arbeidscontractant verworven anciënniteit geacht als als statutaire ambtenaar te zijn verworven. ».

Art. 8. Onder titel VIII “Loopbaan, Hoofdstuk II – Bevordering, Afdeling II - Bevordering door overgang naar het hogere niveau” van hetzelfde besluit wordt de melding “A. Overgang naar de wervingsbetrekkingen”.

Art. 9. Na artikel 45 van hetzelfde besluit, wordt een littera B ingevoegd, luidend als volgt:

« B. Overgang naar de graden van senior deskundige

Art. 45/1. – De bevordering door overgang naar een hoger niveau tot de graad van senior deskundige wordt georganiseerd volgens de procedures bepaald in de artikelen 40/1 tot en met 40/7.

Art. 45/2. – Ambtenaren die houder zijn van een graad van niveau 2+, met een dienstanciënniteit van ten minste 15 jaar en die ten minste 47 jaar oud zijn, kunnen worden bevorderd tot de graad van senior deskundige van rang 10, als senior attaché.

Art. 45/3. – Ambtenaren die houder zijn van een graad van niveau 2, met een dienstanciënniteit van ten minste 15 jaar en die ten minste 47 jaar oud zijn, kunnen worden bevorderd tot de graad van senior deskundige van rang 10, als senior attaché.

Art. 45/4. – Ambtenaren die houder zijn van een graad van niveau 3, met een dienstanciënniteit van ten minste 15 jaar en die ten minste 47 jaar oud zijn, kunnen worden bevorderd tot de graad van senior deskundige van rang 20, als senior assistent. ».

Art. 10. Na artikel 54 van hetzelfde besluit, wordt de vermelding “D1. Omkaderingsgraden” ingevoegd.

Art. 11. Artikel 55 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid worden de woorden “tot een graad van rang 12” vervangen door de woorden “tot een omkaderingsgraad van rang 12.”;

2° er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

“De ambtenaren die houder zijn van een graad van rang 10 of rang 11 verkregen via de vlakke loopbaan en die minstens vier jaar anciënniteit in niveau 1 hebben, kunnen tot een omkaderingsgraad van rang 11 bevorderd worden.”.

Art. 12. In artikel 56 van hetzelfde besluit, worden de woorden “die vier jaar anciënniteit in niveau 2+ tellen, kunnen bevorderd worden tot rang 27” vervangen door de woorden “die minstens vier jaar anciënniteit in niveau 2+ tellen, kunnen bevorderd worden tot een omkaderingsgraad van rang 27.”.

Art. 13. In artikel 57 van hetzelfde besluit, worden de woorden “die vier jaar anciënniteit in niveau 2+ tellen, kunnen bevorderd worden tot rang 22” vervangen door de woorden “die minstens vier jaar anciënniteit in niveau 2+ tellen, kunnen bevorderd worden tot een omkaderingsgraad van rang 22.”.

Art. 14. In artikel 58 van hetzelfde besluit, worden de woorden “die vier jaar anciënniteit in niveau 3 tellen, kunnen bevorderd worden tot rang 32” vervangen door de woorden “die minstens vier jaar anciënniteit in niveau 3 tellen, kunnen bevorderd worden tot een omkaderingsgraad van rang 32.”.

Art. 15. Artikel 59 van hetzelfde besluit wordt in de volgende vorm hersteld:

“Art. 59. - Onder de omkaderingsgraad in de zin van de artikelen 55 tot 58, wordt verstaan alle graden van de overeenkomstige rangen, met uitzondering van de graden van deskundige. ».

Art. 16. Na artikel 59 van hetzelfde besluit wordt een littera D2 ingevoegd, die als volgt luidt:

« D2. Deskundige graden

Art. 59/1. - Ambtenaren die houder zijn van een graad van rang 10 of 11, verworven in een vlakke loopbaan, met een anciënniteit van ten minste vier jaar in niveau 1 en zes jaar dienstanciënniteit, kunnen worden bevorderd tot de graad van deskundige van rang 11, adjunct-adviseur.

Art. 59/2. - Ambtenaren die houder zijn van de graad van adjunct-deskundige sedert ten minste vier jaar en minstens tien jaar dienstanciënniteit, kunnen worden bevorderd tot de graad van deskundige van rang 12, adviseur.

Art. 59/3. - Ambtenaren die houder zijn van een graad van rang 25 of 26, verworven in een vlakke loopbaan, met een anciënniteit van ten minste vier jaar in niveau 2+ en zes jaar dienstanciënniteit, kunnen worden bevorderd tot de graad van deskundige van rang 26, deskundige geïnduceerde.

Art. 59/4. - Ambtenaren die houder zijn van de graad van deskundige geïnduceerde sedert ten minste vier jaar en minstens tien jaar dienstanciënniteit, kunnen worden bevorderd tot de graad van deskundige van rang 27, eerste deskundige geïnduceerde.

Art. 59/5. - Ambtenaren die houder zijn van een graad van rang 20 of 21, verworven in een vlakke loopbaan, met een anciënniteit van ten minste vier jaar in niveau 2 en zes jaar dienstanciënniteit, kunnen worden bevorderd tot de graad van deskundige van rang 21, deskundige assistent.

Art. 59/6. - Ambtenaren die houder zijn van de graad van deskundige assistent sedert ten minste vier jaar en minstens tien jaar dienstanciënniteit, kunnen worden bevorderd tot de graad van deskundige van rang 22, eerste deskundige assistent.

Art. 59/7. - Ambtenaren die houder zijn van een graad van rang 30 of 31, verworven in een vlakke loopbaan, met een anciënniteit van ten minste vier jaar in niveau 3 en zes jaar dienstanciënniteit, kunnen worden bevorderd tot de graad van deskundige van rang 31, adjunct-deskundige.

Art. 59/8. - Ambtenaren die houder zijn van de graad van adjunct-adviseur sedert ten minste vier jaar en minstens tien jaar dienstanciënniteit, kunnen worden bevorderd tot de graad van deskundige van rang 32, eerste adjunct-deskundige.».

Art. 17. Na artikel 68 van hetzelfde besluit worden de volgende bepalingen toegevoegd:

“Art. 68/1. - Ambtenaren die houder zijn van de graad van adviseur, eerste deskundige geïnduceerde, eerste deskundige assistent en eerste deskundige adjunct, kunnen respectief mededingen naar de bevordering tot de in de artikelen 55 tot 58 van dit besluit bedoelde betrekkingen in de rangen 12, 27, 22 en 32.

Voor deze ambtenaren wordt de betrekking toegewezen door van graad te veranderen.

Art. 68/2. - Ambtenaren die houder zijn van de graad van directeur, eerste geïnduceerde, eerste assistent en eerste adjunct, met een dienstanciënniteit van ten minste 20 jaar en een anciënniteit van minstens vijf jaar in de graad, kunnen respectief mededingen naar de bevordering tot de graden van rangen 12, 27, 22 en 32, als bedoeld in de artikelen 59/2, 59/4, 59/6 en 59/8.

Voor deze ambtenaren wordt de graad toegewezen per verandering van graad.

Op de datum van de verandering van graad wordt de omkaderingsbetrekking die zij bekleden, geacht geen houder te hebben.

Binnen de dienst waartoe zij behoren, worden zij geacht een uitdovende betrekking van de personeelsformatie te bekleden.

Art. 68/3. - Ambtenaren die houder zijn van de graad van adjunct-directeur met een dienstanciënniteit van 20 jaar en een anciënniteit van ten minste vijf jaar in de graad kunnen mededingen naar de bevordering tot de in artikel 59 bedoelde graad van rang 11.

Voor deze ambtenaren wordt de graad toegewezen per verandering van graad.

Op de datum van de verandering van graad wordt de omkaderingsbetrekking die zij bekleden, geacht geen houder te hebben.

Binnen de dienst waartoe zij behoren, worden zij geacht een uitdovende betrekking van de personeelsformatie te bekleden.

Art. 68/4. - Ambtenaren die houder zijn van de graad van adjunct-adviseur, kunnen mededingen naar de bevordering tot de betrekking van rang 11 als bedoeld in artikel 55 van dit besluit.

Voor deze ambtenaren wordt de betrekking toegewezen door van graad te veranderen. ».

Art. 18. In artikel 87 van hetzelfde besluit, worden de woorden “na het onderhoud bedoeld bij artikel 25, 5° van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes” vervangen door de woorden “na het evaluatieonderhoud”.

Art. 19. Artikel 88 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid, worden de woorden “door de onmiddellijke hiërarchische meerdere en de onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 12;” vervangen door de woorden “door twee hiërarchische meerdere waaronder de onmiddellijke hiërarchische meerdere”;

2° tussen lid 1 en lid 2, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

“Uiterlijk vijf werkdagen na de oproeping voor het evaluatieonderhoud kan de beoordeelde ambtenaar verzoeken dat een van de twee in het eerste lid bedoelde beoordelaars een ambtenaar is met een omkaderingsgraad van minstens rang 12 is.”;

3° “Bij gebrek aan beroep zoals bedoeld bij het eerste lid van artikel 89, wordt de evaluatievermelding definitief na het verstrijken van de beroepstermijn.”.

Art. 20. Artikel 89 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid, worden de woorden “in lid 4 van artikel 88” vervangen door de woorden “in lid 5 van artikel 88”.

2° aan het derde lid wordt de volgende zin toegevoegd:

“De toekenning van de evaluatievermelding wordt definitief op de datum van kennisgeving van deze beslissing aan de betrokken ambtenaar.”.

Art. 21. In artikel 90, § 4, worden de woorden “zes maanden” vervangen door de woorden “drie maanden”.

Art. 22. In artikel 90bis, lid 4, van hetzelfde besluit, worden de woorden “88, leden 2, 3 en 4” vervangen door de woorden “88, leden 3, 4 en 5”

Art. 23. Artikel 107 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° het derde lid van § 1 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“De plaatsvervangende van de magistraat kan waargenomen worden door een magistraat, een ambtenaar-generaal of een ere-ambtenaar-generaal die onder het Comité van Sector XVII ressorteert.

Wanneer de plaatsvervangende waargenomen wordt door een ambtenaar-generaal, is de voorzitter niet stemgerechtigd.”;

2° in het laatste lid van § 1 worden de woorden “door een ere-ambtenaar-generaal” vervangen door de woorden “door een ambtenaar-generaal of een ere-ambtenaar-generaal die onder het Comité van Sector XVII ressorteert”;

3° in het eerste lid van § 3 worden de woorden “die ofwel magistraat, ofwel ere-ambtenaar-generaal zijn” vervangen door de woorden “die ofwel magistraat, ofwel ambtenaar-generaal ofwel ere-ambtenaar-generaal die onder het Comité van Sector XVII ressorteert, zijn”.

Art. 24. In artikel 109 van hetzelfde besluit, wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt:

“De verzoeker kan de assessor of een van zijn plaatsvervangers wraken of, op met redenen omkleed verzoek, de Raadpresident verzoeken om zowel de assessor als een van zijn plaatsvervangers of, per assessor, zijn twee plaatsvervangers te wraken. In het eerste geval wordt het beroep ambtshalve ingesteld en, indien als het voorwerp uitmaakt van een met redenen omkleed verzoek, wordt het toegestaan voor elke assessor of plaatsvervangende assessor wiens/wier onpartijdigheid in twijfel zou kunnen worden getrokken. ».

Art. 25. Artikel 120 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met zes leden, die als volgt luiden:

“De graden van deskundigen, met uitzondering van de graad van deskundige adjunct-directeur-generaal, zijn niet opgenomen in de personeelsformatie.

Voor elk niveau bedraagt het aantal deskundigengraden 15% van het aantal personen dat een betrekking bekleedt die toegang verleent tot de deskundigenloopbaan, met inbegrip van, voor niveau 1, tussen 9 en 11% van de deskundigengraden van de eerste rang en, voor de andere niveaus, tussen 8 en 10% van de deskundigengraden van de eerste rang en een maximum van 2% van de deskundigengraden die toegankelijk zijn door bevordering bij overgang naar het hogere niveau. Een hogere programmeringsnorm kan door de Regering worden vastgesteld aan het begin van de legislatuur, uiterlijk bij de goedkeuring van de beheersovereenkomst en maximum voor de duur van deze overeenkomst, die is opgesteld overeenkomstig artikel 20 van het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

Bij het vertrek van de houder van de deskundigengraad wordt deze geacht definitief van houder ontnomen te zijn, mits hun voortbestaan niet tot de overschrijding leidt van de overeenkomstige in het voorgaande lid vastgestelde programmeringsnorm.

Voor het ministerie van de Franse Gemeenschap kan het Directiecomité de door toepassing van de in lid 3 bedoelde programmeringsnorm vrijgekomen graden geheel of gedeeltelijk verdelen over het secretariaat-generaal en elke algemene administratie naar evenredigheid van het respectief aantal betrekking die toegang verlenen tot de loopbaan van deskundige. In dat geval kan het Directiecomité, overeenkomstig de procedures die het bepaalt, de selectie geheel of gedeeltelijk delegeren aan de leden van het Directiecomité, elk voor wat betreft de entiteit die het bestuurt.

Houders van betrekkingen van de personeelsformatie met een van deze deskundigengraden worden voor de betrekkingen van de personeelsformatie en de regels inzake mobiliteit tussen deze betrekkingen geacht houder te zijn van de graad die overeenkomt met de betrekking van de personeelsformatie waarin zij zijn aangesteld. Houders van een hogere graad van deskundige kunnen echter worden aangesteld in een vacante wervingsbetrekking op dat niveau.

Het aantal omkaderingsbetrekkingen in rang 11 mag niet meer bedragen dan 20% van het aantal omkaderingsbetrekkingen van rang 12 opgenomen in de personeelsformatie. ».

Art. 26. Artikel 129^{quater} van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid:

«Op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 april 2019 tot hervorming van de loopbaan van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen voor openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, worden de personeelsleden van niveau 1 die overeenkomstig artikel 2 van dit besluit in de categorie van het deskundig personeel zijn ingedeeld, geacht in de categorie van het gespecialiseerde personeel gerangschikt te zijn. ».

Art. 27. Het beschikkend gedeelte van bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende beschikkend gedeelte:

« **Annexe I**

Classement hiérarchique des grades

NIVEAU 1

A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales

Rangs

- 17 Secrétaire général ou Secrétaire générale
- 16+ Administrateur général ou Administratrice générale
- 16 Directeur général ou Directrice générale
- 15 Directeur général adjoint ou Directrice générale adjointe
- 15 Directeur général adjoint-expert ou Directrice générale adjointe-experte

B. Agents des autres catégories

Rangs

- 12 Directeur ou Directrice
- 11 Directeur adjoint ou Directrice adjointe (*)
- 12 Conseiller ou Conseillère
- 11 Conseiller adjoint ou Conseillère adjointe
- 11 Attaché principal ou Attachée principale
- 11 Inspecteur principal ou Inspectrice principale
- 10 Attaché ou Attachée
- 10 Inspecteur ou Inspectrice
- 10 Attaché senior ou Attachée senior

NIVEAU 2+

Rangs

- 27 Premier gradué ou Première graduée
- 27 Premier gradué-expert ou Première graduée-experte
- 26 Gradué-expert ou Graduée-experte
- 26 Gradué principal ou Graduée principale
- 25 Gradué ou Graduée

NIVEAU 2

Rangs

- 22 Premier assistant ou Première assistante
- 22 Premier assistant-expert ou Première assistante-experte
- 21 Assistant-expert ou Assistante-experte
- 21 Assistant principal ou Assistante principale
- 20 Assistant ou Assistante
- 20 Assistant senior ou Assistante senior

NIVEAU 3

Rangs

- 32 Premier adjoint ou Première adjointe
- 32 Premier adjointe-expert ou Première adjointe-experte
- 31 Adjoint-expert ou Adjointe-experte
- 31 Adjoint principal ou Adjointe principale
- 30 Adjoint ou Adjointe

(*) Toepassing van artikel 2, § 2, van het statuut ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

Art. 28. De tabel opgenomen bij artikel 30 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt successief vervangen door hetgeen volgt:

1° op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, op 30 juni 2022, door de volgende tabel:

GRADES	GROUPES DE QUALIFICATION			
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
- Secrétaire général	170/1			
- Administrateur général	161/1			
- Directeur général	160/1			
- Directeur général adjoint	150/1			
- Directeur ou Conseiller	120/1	120/2	120/3	120/4
- Directeur adjoint ou Conseiller adjoint	110/1E	110/2E	110/3E	110/4E
- Inspecteur principal		110/2		
- Attaché principal	110/1	110/2	110/3	110/4
- Inspecteur		100/2 101/2* 102/2*		
- Attaché ou Attaché senior	100/1 101/1* 102/1*	100/2 101/2* 102/2*	100/3 101/3* 102/3*	100/4 101/4* 102/4*
- Premier gradué ou Premier gradué expert	270/1	270/2	270/3	
- Gradué expert	260/1E	260/2E	260/3E	
- Gradué principal	260/1	260/2	260/3	
- Gradué	250/1 251/1* 252/1*	250/2 251/2* 252/2*	250/3 251/3* 252/3*	
- Premier assistant ou Premier assistant expert	220/1	220/2		
- Assistant expert	210/1E	210/2E		
- Assistant principal	210/1	210/2		
- Assistant ou Assistant senior	200/1 201/1* 202/1*	200/2 201/2* 202/2*		
- Premier adjoint ou Premier adjoint expert	320/1	320/2	320/3	
- Adjoint expert	310/1E	310/2E	310/3E	
- Adjoint principal	310/1	310/2	310/3	
- Adjoint	300/1 301/1* 302/1*	300/2 301/2* 302/2*	300/3 301/3* 302/3*	

»;

2° vanaf 1 juli 2022, door de volgende tabel:

«

GRADES	GROUPES DE QUALIFICATION			
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
- Secrétaire général	170/1			
- Administrateur général	161/1			
- Directeur général	160/1			
- Directeur général adjoint	150/1			
- Directeur ou Conseiller	120/1	120/2	120/3	120/4
- Directeur adjoint ou Conseiller adjoint	110/1E	110/2E	110/3E	110/4E
- Inspecteur principal		110/2		
- Attaché principal	110/1	110/2	110/3	110/4
- Inspecteur		100/2		
- Attaché ou Attaché senior	100/1	100/2	100/3	100/4
- Premier gradué ou Premier gradué expert	270/1	270/2	270/3	

GRADES	GROUPES DE QUALIFICATION			
	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4
- Gradué expert	260/1E	260/2E	260/3E	
- Gradué principal	260/1	260/2	260/3	
- Gradué	250/1	250/2	250/3	
- Premier assistant ou Premier assistant expert	220/1	220/2		
- Assistant expert	210/1E	210/2E		
- Assistant principal	210/1	210/2		
- Assistant ou Assistant senior	200/1	200/2		
- Premier adjoint ou Premier adjoint expert	320/1	320/2	320/3	
- Adjoint expert	310/1E	310/2E	310/3E	
- Adjoint principal	310/1	310/2	310/3	
- Adjoint	300/1	300/2	300/3	

».

Art. 29. Artikel 30*sexies* van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste streepje van § 1 wordt vervangen door de twee volgende streepjes :

« - in het geval bedoeld in artikel 69, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wanneer de overplaatsing plaatsvindt in een betrekking van niveau 2+, 2 of 3 die open staat voor aanwerving voor de kandidaat die tot een andere kwalificatiegroep behoort maar die zich kan beroepen op een diploma of een getuigschrift van beroepsopleiding of van één of meer bekwaamheidsbewijzen in de zin van het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie waarvan instemming wordt betuigd door het decreet van 22 oktober 2003 of elke andere bepaling die in de plaats daarvan van toepassing is en die vereist is om toegang te krijgen tot de te vervullen betrekking of om de competenties die beschreven worden door het ambtsprofiel van de te vervullen betrekking op voldoende substantiële wijze te dekken, gebeurt de verandering van kwalificatiegroep in de kwalificatiegroep waaronder de te vervullen betrekking ressorteert, van ambtswege op de datum van overplaatsing;

- in het geval bedoeld in artikel 69, § 2, 1°, van hetzelfde besluit of in ermee gelijkgestelde gevallen, gebeurt de verandering van groep in de kwalificatiegroep 1 van ambtswege op de datum van overplaatsing; »;

2° in § 2 worden de woorden « De ambtenaren bedoeld in § 1, 1ste streepje » vervangen door de woorden « De ambtenaren bedoeld in § 1, 2de streepje ».

Art. 30. In artikel 32 van hetzelfde besluit wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De ambtenaren die in aanmerking komen voor één van de weddeschalen van de geldelijke vlakke loopbaan overeenkomstig artikel 29 van dit besluit, zoals van kracht op 30 juni 2022, genieten vanaf 1 juli 2022 de basisweddeschaal bedoeld in bijlage 1 van dit besluit. ».

Art. 31. Bijlage I bij hetzelfde besluit wordt achtereenvolgens vervangen als volgt :

1° op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, op 30 juni 2019, door bijlage 1 bij dit besluit;

2° van 1 juli 2019 tot 30 juni 2020, door bijlage 2 bij dit besluit;

3° van 1 juli 2020 tot 30 juni 2021, door bijlage 3 bij dit besluit;

4° van 1 juli 2021 tot 30 juni 2022, door bijlage 4 bij dit besluit;

5° vanaf 1 juli 2022, door bijlage 5 bij dit besluit.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de " Office de la Naissance et de l'Enfance " (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap).*

Art. 32. In artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de " Office de la Naissance et de l'Enfance " (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In dezelfde paragraaf dient het vierde lid als volgt gelezen te worden :

« Met uitzondering van de vlakke loopbaan en de overgang naar het hogere niveau bedoeld in de artikelen 44 tot 45, worden de bevorderingsgraden tot de graad van rang 15 ingedeeld in coördinatie- en omkaderingsgraden, enerzijds, en in deskundigengraden, anderzijds. » ».

Art. 33. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt in de volgende vorm hersteld :

« Artikel 16. – Artikel 40/2 dient als volgt te worden gelezen :

« Artikel 40/2. – De Raad van bestuur kan elke graad van deskundige vacant verklaren, die definitief onbezet staat of elke graad van deskundige die binnen de twaalf komende maanden definitief onbezet zal blijven, om erin te voorzien door bevordering door verhoging in graad of, naargelang het geval, door toegang naar het hogere niveau. » ».

Art. 34. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt in de volgende vorm hersteld :

« Artikel 17. – In de artikelen 40/3, 40/4 en 40/6 dient het woord « Directiecomité » als « Directieraad » te worden gelezen ».

Art. 35. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt in de volgende vorm hersteld :

« Artikel 18. – In artikel 43, § 1, dient het eerste lid als volgt te worden gelezen :

« De bevordering door overgang naar het hogere niveau in een wervingsbetrekking en de bevordering door verhoging in graad een coördinatie- of omkaderingsgraad kunnen slechts plaatsvinden in geval van een vacature van een vaste betrekking van de te toe te kennen graad. » ».

Art. 36. Na artikel 18 van hetzelfde besluit worden vijf artikelen ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 18/1. – Na artikel 54 dient de vermelding D1 als volgt te worden gelezen : « D1. Coördinatie- en omkaderingsgraden. ».

Artikel 18/2. – Artikel 56 dient als volgt te worden gelezen :

« Artikel 56. – De ambtenaren bekleed met een graad van rang 25 of van rang 26 en die vier jaar anciënniteit in niveau 2+ tellen, kunnen bevorderd worden tot een coördinatie- of omkaderingsgraad van rang 27. ».

Artikel 18/3. – Artikel 59 dient als volgt te worden gelezen :

« Artikel 59. – Onder coördinatiegraad in de zin van artikel 56 of onder omkaderingsgraad in de zin van de artikelen 55 tot 58, wordt verstaan alle graden van de overeenstemmende rangen met uitzondering van de deskundigengraden. ».

Artikel 18/4. – In artikel 68/2 dient het derde lid als volgt te worden gelezen :

« Op de datum van de verandering van de graad wordt de betrekking coördinatie of omkadering die ze bekleden geacht onbezet te zijn. ».

Artikel 18/5. – In artikel 68/3 dient het derde lid als volgt te worden gelezen :

« Op de datum van de verandering van de graad wordt de betrekking coördinatie of omkadering die ze bekleden geacht onbezet te zijn. » ».

Art. 37. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 29. - : Artikel 120 dient te worden gelezen als volgt :

« Artikel 120. De betrekkingen van de personeelsformatie van de « Dienst » worden in het geheel bekeken, ten minste op het niveau van de Algemene Diensten van het Centraal bestuur.

De andere deskundigengraden dan de graad van Adjunct-algemeen-directeur worden niet in de personeelsformatie opgenomen.

Voor elk niveau bedraagt het aantal deskundigengraad 15 % van het aantal titularis van een betrekking die toegang geeft tot de loopbaan van deskundige waaronder, voor het niveau 1, tussen 9 tot 11 % van de deskundigengraden van de 1ste rang en, voor de andere niveaus, tussen 8 tot 10% van de deskundigengraden van de 1ste rang en een maximum van 2% van de deskundigengraden die toegankelijk zijn door bevordering door overgang naar het hogere niveau. Een hogere programmeringsnorm kan vastgesteld worden door de beheersovereenkomst waarin het beginsel van een jaarlijkse evaluatie kan worden opgenomen.

Bij het vertrek van hun titularis worden de deskundigengraden van ambtswege geacht definitief onbezet te staan voor zover hun bestaan niet leidt tot de overschrijding van de programmeringsnorm die vastgesteld wordt met toepassing van het vorige lid.

De titularissen van de betrekkingen van de personeelsformatie die in aanmerking komen voor één van deze deskundigengraden worden, voor de betrekkingen van de personeelsformatie en de regels van mobiliteit tussen deze betrekkingen, geacht titularis te zijn van de graad die overeenstemt met de betrekking van de personeelsformatie waarin ze aangesteld zijn. De titularissen van een deskundigengraad van een hoger niveau kunnen nochtans aangesteld worden in een vacante wervingsbetrekking van dat niveau.

Het aantal omkaderingsbetrekkingen van rang 11 wordt door de beheersovereenkomst vastgesteld. » ».

Art. 38. Na artikel 37 wordt een artikel 37/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 37/1. – In bijlage I van hetzelfde besluit, onder de vermelding « Weddeschalen van niveau 2+ », dienen de woorden « 5. Weddeschalen deskundige en omkadering » als volgt te worden gelezen : « 5. Weddeschalen deskundige, coördinatie en omkadering. ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Franse Gemeenschap van 9 februari houdende aanstelling, voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de hiërarchische meerderen die bevoegd zijn voor de evaluatie, de stage en de tuchtregeling bij toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.*

Art. 39. De Franse tekst van de bijlage van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende aanstelling, voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de hiërarchische meerderen die bevoegd zijn voor de evaluatie, de stage en de tuchtregeling bij toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

«

Annexe

I. EVALUATION	
Agent soumis à l'évaluation	Deux supérieurs hiérarchiques dont le supérieur hiérarchique immédiat en application des articles 51, 87, 88 et 90 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, dont un agent d'encadrement de rang 12 au moins si l'agent soumis à l'évaluation le demande
1° agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 12	Les deux fonctionnaires généraux sous l'autorité effective desquels l'agent est le plus directement placé
2° agent titulaire d'un grade de rang 12 autre que d'encadrement ou de rang 11 à 30	Deux supérieurs hiérarchiques dont le supérieur hiérarchique immédiat
II. STAGE	
Stagiaire	Le supérieur hiérarchique compétent en application des articles 2 et 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française
1° candidat aux niveaux 1 à 3	L'agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 11 au moins sous l'autorité directe duquel le stagiaire se trouve suivant la structure de l'administration à la disposition de laquelle il est mis
2° stage au sein d'un Cabinet ministériel d'un membre du Gouvernement de la Communauté française	Le Ministre ou son délégué
III. REGIME DISCIPLINAIRE	
Agent soumis au régime disciplinaire	Le supérieur hiérarchique compétent en application de l'article 103 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française
1° agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 12 ou d'un grade de rang 15 à 16+	Le fonctionnaire général sous l'autorité duquel se trouve l'agent concerné
2° agent titulaire d'un grade de rang 12 autre que d'encadrement ou de rang 11 à 30	Le supérieur hiérarchique titulaire d'un grade d'encadrement de rang 11 au moins dont l'agent dépend le plus directement

».

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap.*

Art. 40. Artikel 6, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd als volgt :

1° in 1° wordt een littera c toegevoegd, luidend als volgt :

« c) om de deskundigengraden vacant te verklaren met toepassing van artikel 40/2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap binnen de perken van de programmeringsnorm die bepaald wordt overeenkomstig artikel 120 van hetzelfde besluit met inbegrip hiervan dat deze bepalingen van toepassing zijn met verwijzing naar de contractuele personeelsleden die vallen onder artikel 14/2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren. »;

2° in 3°, 4° en 7° worden de woorden « tot en met rang 11 » vervangen door de woorden « met uitsluiting van de omkaderingsgraden en de graad van Adjunct-directeur-generaal- deskundige, ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering - Ministerie van de Franse Gemeenschap.*

Art. 41. Bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering - Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door bijlage 6 bij dit besluit.

Art. 42. In bijlage 2 van dit besluit worden de vermeldingen in de Franse tekst « Attaché-Expert-3 », « Attaché-Expert-2 » en « Attaché-Expert-1 » respectievelijk vervangen door de vermeldingen « Attaché-Spécialisé-3 », « Attaché-Spécialisé-2 » en « Attaché-Spécialisé-1 ».

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 tot aanwijzing, voor de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", van de hiërarchische meerderen bevoegd inzake evaluatie, stage en tuchtregeling met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de " Office de la Naissance et de l'Enfance "*

Art. 43. De bijlage van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 tot aanwijzing, voor de " Office de la Naissance et de l'Enfance ", van de hiërarchische meerderen bevoegd inzake evaluatie, stage en tuchtregeling met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de " Office de la Naissance et de l'Enfance " wordt in de Franse tekst vervangen door de volgende bijlage :

« Annexe

I. Evaluation	
Agent soumis à l'évaluation	Deux supérieurs hiérarchiques dont le supérieur hiérarchique immédiat en application des articles 51, 87, 88 et 90 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française tel que rendu applicable à l'ONE par l'arrêté du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance dont un agent d'encadrement de rang 12 au moins si l'agent soumis à l'évaluation le demande
1° agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 12	1° Les deux fonctionnaires généraux sous l'autorité effective desquels l'agent est le plus directement placé.
2° agent titulaire d'un grade de rang 12 autre que d'encadrement ou de rang 11 à 30	2° Deux supérieurs hiérarchiques dont le supérieur hiérarchique immédiat
II. Stage	
Stagiaire	Supérieur hiérarchique compétent en application de l'article 23 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française tel que rendu applicable à l'O.N.E par l'arrêté du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance
1° candidat de niveau 1 ou 2+	1° l'agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 11 au moins sous l'autorité directe duquel le stagiaire se trouve
2° candidat de niveau 2 ou 3	2° l'agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 22 ou, à défaut, d'un grade d'encadrement de rang 27 ou de niveau 1 sous l'autorité directe duquel le stagiaire se trouve
III. Régime disciplinaire	
Agent soumis au régime disciplinaire	Supérieur hiérarchique compétent en application de l'article 103 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française tel que rendu applicable à l'ONE par l'arrêté du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance
1° agent titulaire d'un grade d'encadrement de rang 12 ou d'un grade de rang 15 ou 16	1° le fonctionnaire général sous l'autorité duquel se trouve l'agent concerné
2° agent titulaire d'un grade de rang 12 autre que d'encadrement ou de rang 11 à 30	2° le supérieur hiérarchique titulaire d'un grade d'encadrement de rang 11 au moins dont l'agent dépend le plus directement

».

HOODSTUK VIII. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2000 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden bij de " Office de la Naissance et de l'Enfance*

Art. 44. In artikel 4, tweede lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2000 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden bij de " Office de la Naissance et de l'Enfance, worden de woorden « Vast Wervingssecretariaat » vervangen door het woord « Selor ».

Art. 45. Bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 7 bij dit besluit.

Art. 46. In bijlage 2 van hetzelfde besluit wordt het woord « EXPERT » in de Franse tekst vervangen door het woord « Spécialisé ».

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap*

Art. 47. Na artikel 18bis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, worden de volgende bepalingen toegevoegd :

« Art. 18/1. – Artikel 40/2 dient als volgt te worden gelezen :

« Art. 40/2. – De Minister of de ambtenaar-generaal aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd, kan elke deskundigengraad die definitief onbezet staat of elke deskundigengraad die definitief onbezet zal staan, vacant verklaren binnen de komende twaalf maanden om erin te voorzien door bevordering door verhoging in graad of, naargelang het geval, door overgang naar het hogere niveau. ».

Art. 18/2. – In de artikelen 40/3, 40/4 en 40/6 dient het woord « Directiecomité » als volgt te worden gelezen : « Directieraad » ».

Art. 48. Na artikel 28 van hetzelfde besluit wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« Art. 28/1. – Artikel 120 dient als volgt te worden gelezen :

« Artikel 120. De betrekkingen van de personeelsformatie van het Bedrijf worden in het geheel bekeken.

De deskundigengraden worden niet in de personeelsformatie opgenomen.

Voor elk niveau bedraagt het aantal deskundigengraden 15 % van het aantal titularissen van een betrekking die toegang geeft tot de loopbaan van deskundige waaronder, voor het niveau 1, tussen 9 tot 11 % van de deskundigengraden van de 1ste rang en, voor de andere niveaus, tussen 8 tot 10% van de deskundigengraden van de 1ste rang en een maximum van 2% van de deskundigengraden die toegankelijk zijn door bevordering door overgang naar het hogere niveau. Een hogere programmeringsnorm kan vastgesteld worden door de bestuursovereenkomst waarin het beginsel van een jaarlijkse evaluatie kan worden opgenomen.

Bij het vertrek van hun titularis worden de deskundigengraden van ambtswege geacht definitief onbezet te zijn voor zover hun bestaan niet leidt tot de overschrijding van de programmeringsnorm die vastgesteld wordt met toepassing van het vorige lid.

De titularissen van de betrekkingen van de personeelsformatie die in aanmerking komen voor één van deze deskundigengraden worden, voor de betrekkingen van de personeelsformatie en de regels van mobiliteit tussen deze betrekkingen, geacht titularis te zijn van de graad die overeenstemt met de betrekking van de personeelsformatie waarin ze aangesteld zijn. De titularissen van een deskundigengraad van een hoger niveau kunnen nochtans aangesteld worden in een vacante wervingsbetrekking van dat niveau.

Het aantal omkaderingsbetrekkingen van rang 11 wordt door de bestuursovereenkomst vastgesteld. » ».

HOOFDSTUK X. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan)*

Art. 49. Na artikel 19 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan), worden de volgende bepalingen toegevoegd :

« Art. 19/1. – Het Bureau kan elke deskundigengraad die definitief onbezet staat of elke deskundigengraad die definitief onbezet zal staan, vacant verklaren binnen de komende twaalf maanden om erin te voorzien door bevordering door verhoging in graad of, naargelang het geval, door overgang naar het hogere niveau. ».

Art. 19/2. – In de artikelen 40/3, 40/4 en 40/6 dient het woord « Directiecomité » als volgt te worden gelezen : « Directieraad » ».

Art. 50. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 27. - : Artikel 120 dient als volgt te worden gelezen :

« Artikel 120. De betrekkingen van de personeelsformatie van het « Instituut » worden in het geheel bekeken.

De deskundigengraden worden niet in de personeelsformatie opgenomen.

Voor elk niveau bedraagt het aantal deskundigengraden 15 % van het aantal titularissen van een betrekking die toegang geeft tot de loopbaan van deskundige waaronder, voor het niveau 1, tussen 9 tot 11 % van de deskundigengraden van de 1ste rang en, voor de andere niveaus, tussen 8 tot 10% van de deskundigengraden van de 1ste rang en een maximum van 2% van de deskundigengraden die toegankelijk zijn door bevordering door overgang naar het hogere niveau. Een hogere programmeringsnorm kan vastgesteld worden door de beheersovereenkomst waarin het beginsel van een jaarlijkse evaluatie kan worden opgenomen.

Bij het vertrek van hun titularis worden de deskundigengraden van ambtswege geacht definitief onbezet te zijn voor zover hun bestaan niet leidt tot de overschrijding van de programmeringsnorm die vastgesteld wordt met toepassing van het vorige lid.

De titularissen van de betrekkingen van de personeelsformatie die in aanmerking komen voor één van deze deskundigengraden worden, voor de betrekkingen van de personeelsformatie en de regels van mobiliteit tussen deze betrekkingen, geacht titularis te zijn van de graad die overeenstemt met de betrekking van de personeelsformatie

waarin ze aangesteld zijn. De titularissen van een deskundigengraad van een hoger niveau kunnen nochtans aangesteld worden in een vacante wervingsbetrekking van dat niveau.

Het aantal omkaderingsbetrekkingen van rang 11 wordt in de beheersovereenkomst vastgesteld. » ».

HOOFDSTUK XI. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector

Art. 51. Na artikel 20 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector, worden de volgende bepalingen toegevoegd :

« Art. 20/1. – Het Bureau kan elke deskundigengraad die definitief onbezet staat of elke deskundigengraad die definitief onbezet zal staan, vacant verklaren binnen de komende twaalf maanden om erin te voorzien door bevordering door verhoging in graad of, naargelang het geval, door overgang naar het hogere niveau. ».

Art. 20/2. – In de artikelen 40/3, 40/4 en 40/6 dient het woord « Directiecomité » als volgt te worden gelezen : « Directieraad ».

Art. 20/3. – De artikelen 45/2, 45/3, de artikelen 68/1 en 68/2 aangezien ze betrekking hebben op de graden van niveau 1, alsook de artikelen 68/3 en 68/4 zijn niet van toepassing. ».

Art. 52. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 30. Artikel 120 dient als volgt te worden gelezen :

« Artikel 120. De betrekkingen van de personeelsformatie van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector worden in het geheel bekeken.

De deskundigengraden worden niet in de personeelsformatie opgenomen.

Voor elk niveau bedraagt het aantal deskundigengraden 15 % van het aantal titularissen van een betrekking die toegang geeft tot de loopbaan van deskundige waaronder, voor het niveau 1, tussen 9 tot 11 % van de deskundigengraden van de 1ste rang en, voor de andere niveaus, tussen 8 tot 10% van de deskundigengraden van de 1ste rang en een maximum van 2% van de deskundigengraden die toegankelijk zijn door bevordering door overgang naar het hogere niveau. Een hogere programmeringsnorm kan vastgesteld worden door de financieringsovereenkomst waarin het beginsel van een jaarlijkse evaluatie kan worden opgenomen.

Bij het vertrek van hun titularis worden de deskundigengraden van ambtswege geacht definitief onbezet te zijn voor zover hun bestaan niet leidt tot de overschrijding van de programmeringsnorm die vastgesteld wordt met toepassing van het vorige lid.

De titularissen van de betrekkingen van de personeelsformatie die in aanmerking komen voor één van deze deskundigengraden worden, voor de betrekkingen van de personeelsformatie en de regels van mobiliteit tussen deze betrekkingen, geacht titularis te zijn van de graad die overeenstemt met de betrekking van de personeelsformatie waarin ze aangesteld zijn. De titularissen van een deskundigengraad van een hoger niveau kunnen nochtans aangesteld worden in een vacante wervingsbetrekking van dat niveau.

Het aantal omkaderingsbetrekkingen van rang 11 wordt in de financieringsovereenkomst vastgesteld. » ».

HOOFDSTUK XII. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, met uitzondering van het Algemeen Commissariaat voor Internationale Betrekkingen

Art. 53. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, met uitzondering van het Algemeen Commissariaat voor Internationale Betrekkingen, wordt een 4° ingevoegd, luidend als volgt :

« 4° omkaderingsgraden : de omkaderingsgraden bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 met inbegrip, voor de "ONE", van de coördinatiegraden in rang 27. ».

Art. 54. In artikel 5, § 3, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden « met een graad van rang 32, 27, 22 of 12 » vervangen door de woorden « met een omkaderingsgraad van rang 32, 27, 22, 11 of 12 ».

Art. 55. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in 2° worden de woorden « de betrekkingen van rang 12 » vervangen door de woorden « de omkaderingsbetrekkingen van de rangen 11 en 12 »;

2° in 4° worden de woorden « van rang 12 » vervangen door de woorden « van een omkaderingsgraad van ten minste rang 11 ».

HOOFDSTUK XIII. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 maart 2010 betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang naar het hogere niveau van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen voor openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren

Art. 56. In artikel 19, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 maart 2010 betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang naar het hogere niveau van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen voor openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren, wordt het tweede lid opgeheven op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK XIV. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 betreffende de personeelsformatie en het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van de " Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur " (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs)*

Art. 57. In artikel 5, laatste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 betreffende de personeelsformatie en het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van de " Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur " (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs), wordt de vermelding van artikel « 40/2, » toegevoegd tussen de vermeldingen van de artikelen « 38, § 2, » en « 93, ».

Art. 58. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 23. De artikelen 118 en 119 zijn niet van toepassing. » .

Art. 59. Na artikel 23 van hetzelfde besluit wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« Artikel 23/1. Artikel 120 van hetzelfde besluit dient als volgt te worde gelezen :

« Artikel 120. De deskundigengraden worden niet in de personeelsformatie van de Academie opgenomen.

Voor elk niveau bedraagt het aantal deskundigengraden 15 % van het aantal titularissen van een betrekking die toegang geeft tot de loopbaan van deskundige waaronder, voor het niveau 1, tussen 9 tot 11 % van de deskundigengraden van de 1ste rang en, voor de andere niveaus, tussen 8 tot 10% van de deskundigengraden van de 1ste rang en een maximum van 2% van de deskundigengraden die toegankelijk zijn door bevordering door overgang naar het hogere niveau. Een hogere programmeringsnorm kan vastgesteld worden door de Regering op voorstel van de beheersinstanties van de Academie waarin het beginsel van een jaarlijkse evaluatie kan worden opgenomen.

Bij het vertrek van hun titularis worden de deskundigengraden van ambtswege geacht definitief onbezet te zijn voor zover hun bestaan niet leidt tot de overschrijding van de programmeringsnorm die vastgesteld wordt met toepassing van het vorige lid.

De titularissen van de betrekkingen van de personeelsformatie die in aanmerking komen voor één van deze deskundigengraden worden, voor de betrekkingen van de personeelsformatie en de regels van mobiliteit tussen deze betrekkingen, geacht titularis te zijn van de graad die overeenstemt met de betrekking van de personeelsformatie waarin ze aangesteld zijn. De titularissen van een deskundigengraad van een hoger niveau kunnen nochtans aangesteld worden in een vacante wervingsbetrekking van dat niveau.

Het aantal omkaderingsbetrekkingen van rang 11 wordt door de Regering op voorstel van de beheersinstanties van de Academie vastgesteld » ».

HOOFDSTUK XV. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren*

Art. 60. In artikel 1, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Voor de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut wordt verstaan onder « Directiecomité » bedoeld in de artikelen 14/4 en 14/10 hun respectievelijke Directieraad. ».

Art. 61. In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « eerstaanwendend gegradueerde », « eerstaanwendend attaché », « eerste gegradueerde » en « directeur » respectievelijk vervangen door de woorden « gegradueerde-deskundige », « adjunct-adviseur », « eerste gegradueerde-deskundige » en « adviseur ».

Art. 62. Na artikel 14 van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VIIIbis ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk VIIIbis. — *De loopbaan van de contractuele personeelsleden*

Art. 14/1. – Dit hoofdstuk is van toepassing op de contractuele personeelsleden die voor onbepaalde duur aangeworven worden in één van de weddeschalen bedoeld in bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Afdeling I. — De bevordering tot een deskundigen- of omkaderingsgraad

Art. 14/2. – De contractuele personeelsleden kunnen ook bevorderd worden door toekenning van een weddeschaal van attachée tot een deskundigengraad in de zin van artikel 2, § 2, vierde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Voor deze bevorderingen zijn de bepalingen van hetzelfde besluit van toepassing die de voorwaarden en de procedure voor de benoeming in een deskundigengraad bepalen.

Voor elk niveau bedraagt het aantal bevorderingsschalen 15 % van het aantal aangeworven personeelsleden van een betrekking die toegang geeft tot de bevordering met andere woorden, voor het niveau 1, tussen 9 tot 11 % van de deskundigengraden van de 1ste rang en, voor de andere niveaus, tussen 8 tot 10% van de deskundigengraden van de 1ste rang en een maximum van 2% van de deskundigengraden die toegankelijk zijn door bevordering door overgang naar het hogere niveau. Een hogere programmeringsnorm kan vastgesteld worden door de Regering in het begin van de zittingsduur, ten laatste bij de aanneming van de bestuursovereenkomst en ten hoogste voor de duur van deze overeenkomst die vastgesteld wordt met toepassing van artikel 20 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

Bij het vertrek van hun titularis worden de deskundigengraden van ambtswege geacht definitief onbezet te zijn voor zover hun bestaan niet leidt tot de overschrijding van de programmeringsnorm die vastgesteld wordt met toepassing van het vorige lid.

Voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap kan het Directiecomité de graden geheel of gedeeltelijk verdelen die ontstaan zijn door de toepassing van de programmeringsnorm bedoeld in het derde lid tussen het Secretariaat-generaal en elk Algemeen Bestuur naar rata van hun respectievelijke aantal betrekkingen die toegang geven tot de loopbaan van deskundige. In dat geval en volgens de nadere regels die het Directiecomité bepaalt, kan dit Comité de selectie geheel of gedeeltelijk delegeren aan de leden van het Directiecomité, elk voor wat betreft de entiteit die het bestuurt.

Art. 14/3. – Wanneer een bevorderingsprocedure tot een omkaderingsgraad in de zin van artikel 2, § 2, vierde alinea, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap niet leidt tot de selectie van een geschikte statutaire kandidaat, kan een beroep worden gedaan op de personeelsleden die voor onbepaalde duur aangeworven zijn in één van de weddeschalen bedoeld in bijlage 1 van het besluit van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering.

Voor deze bevorderingen zijn de bepalingen van hetzelfde besluit van toepassing, die de voorwaarden en de procedure voor de benoeming in een omkaderingsgraad vaststellen.

Art. 14/4. – Het Directiecomité of, in voorkomend geval, de Directieraad vertrouwt de organisatie van de selectie toe aan Selor. De nadere regels voor deze organisatie zijn vastgesteld in een protocol van akkoord dat op voorhand met Selor afgesloten wordt. Dit protocol moet uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit gesloten worden.

In afwachting van het afsluiten van dit protocol kan het Directiecomité of, in voorkomend geval, de Directieraad zelf de selectie uitvoeren, maar de kandidaten die na deze selectie behouden worden, krijgen nochtans geen toegang tot de benoeming in vast verband met toepassing van artikel 14/6, § 1.

Wanneer de organisatie van de selectie aan hem wordt toevertrouwd, zit de Afgevaardigd bestuurder van Selor of zijn afgevaardigde de examencommissie van de juryleden van de selectie voor, samengesteld uit minstens twee bijzitters.

De voorzitter en de bijzitters zijn stemgerechtigd.

De bijzitters worden aangesteld door de voorzitter op voorstel van het Directiecomité of, in voorkomend geval, van de Directieraad onder de personeelsleden die een ervaring hebben inzake selectie of die een ambt uitoefenen dat een transversale visie geeft van het geheel van de diensten van het Ministerie of betrokken administraties.

De voorzitter kan onder dezelfde voorwaarden plaatsvervangende bijzitters aanstellen.

De Afgevaardigd bestuurder van Selor of zijn afgevaardigde keurt op voorhand het model van kandidatuur goed dat gebruikt wordt voor de selectie voor een deskundigengraad of het profiel van de betrekking voor de selectie voor een omkaderingsgraad.

Art. 14/5. – Het aantal betrekkingen van omkadering die toegekend worden aan de contractuele personeelsleden met toepassing van de artikelen 14/3 en 14/9, mag, per niveau, in percentage van het totaal aantal omkaderingsbetrekkingen die effectief voorzien zijn voor elk betrokken niveau, de verhouding niet overschrijden tussen het aantal contractuele personeelsleden en het aantal ambtenaren die aan de voorwaarden beantwoorden om naar deze betrekkingen te solliciteren

Afdeling II. — De benoeming in vast verband

Art. 14/6. – De contractuele personeelsleden die een gunstige evaluatie hebben en die de best gerangschikte kandidaten zijn van een reserve voor de betrekkingen van hetzelfde niveau met toepassing van de artikelen 16, 17 en 19, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 maart 2010 betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang naar het hogere niveau van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen voor openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren, worden benoemd op hun aanvraag in de betrekking waarin ze voor onbepaalde duur aangeworven zijn.

Onder best gerangschikte kandidaat in de zin van het vorige lid wordt verstaan de kandidaat die als eerste gerangschikt is in één van deze reserves, die geselecteerd is uit één van deze reserves om een betrekking te bekleden of die laureaat is die, onder de kandidaten die deelgenomen hebben aan de selectie om een betrekking te bekleden, de best gerangschikte kandidaat is die niet behouden wordt voor deze selectie voor de toewijzing van een betrekking

Art. 14/7. – § 1. De personeelsleden die bevorderd worden in het kader van de selectieprocedure bedoeld in artikel 14/4 verwerven de hoedanigheid van statutair personeelslid in de betrekking die ze bekleden of, voor de omkaderingsgraad, in de vergelijkende betrekking als titularis van de graad waarin ze bevorderd worden onder de volgende alternatieve voorwaarden

1° contractueel aangeworven zijn op basis van een objectieve selectie door middel van een openbare oproep tot kandidaten;

2° geslaagd zijn voor een door Selor georganiseerd vergelijkend wervingsexamen voor een betrekking van hetzelfde niveau als dat waartoe de graad behoort waartoe ze bevorderd worden of van een lager niveau indien de bevordering met een overgang naar het hoger niveau overeenstemt.

Voor de bevordering tot een deskundigengraad blijft de graad waartoe het vast benoemd personeelslid toegang heeft, in de programmeringsnorm bedoeld in artikel 14/2 beperkt.

§ 2. De personeelsleden die bevorderd worden in het kader van de bevorderingsprocedure door overgang naar een wervingsbetrekking bedoeld in artikel 14/8, verwerven de hoedanigheid van statutair personeelslid in de wervingsbetrekking die ze door bevordering bekleden.

Afdeling III. — De bevordering door overgang naar een wervingsbetrekking

Art. 14/8. – De contractuele personeelsleden die één van beide voorwaarden bedoeld in § 1 van artikel 14/7 vervullen, kunnen deelnemen aan de vergelijkende examens voor overgang in de zin van de artikelen 44 en 45 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Voor deze bevorderingen zijn de bepalingen van hetzelfde besluit van toepassing, alsook deze van het besluit van 4 maart 2010 betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de overgang naar het hogere niveau van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en van de instellingen voor openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren, die de voorwaarden en de bevorderingsprocedure door overgang naar een wervingsbetrekking vaststellen.

Afdeling IV. — De hogere ambten

Art. 14/9. – Er kan een beroep worden gedaan op de contractuele personeelsleden om een betrekking in te vullen in hoger ambt met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, met uitzondering van het Algemeen Commissariaat voor Internationale Betrekkingen.

Het contractueel personeelslid mag slechts aangesteld worden voor de uitoefening van een hoger ambt in de gevallen bedoeld in artikel 5, § 2, van dit besluit.

Art. 14/10. – Het contractueel personeelslid dat aangesteld wordt in een hoger ambt, kan mededingen naar de bevordering in organiek stelsel in de betrekking die het in tijdelijk verband bekleedt.

Indien het personeelslid in het kader van deze procedure geselecteerd is, bekleedt het de betrekking voor onbepaalde duur.

Art. 14/11. – Wanneer het contractueel personeelslid dat de betrekking in hoger ambt bekleedt, één van beide voorwaarden bedoeld in § 1 van artikel 14/7 vervult, vertrouwt het Directiecomité of, in voorkomend geval, de Directieraad de organisatie van de selectie toe aan Selor volgens de nadere regels bepaald in artikel 14/4.

Indien het personeelslid volgens de nadere regels bedoeld in artikel 14/4 geselecteerd is, verwerft het contractueel personeelslid de hoedanigheid van vast benoemde ambtenaar in de betrekking waarvoor het zich kandidaat heeft gesteld.

Afdeling V. — Bijzondere bepalingen voor de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren.

Art. 14/12. – Voor de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren wordt de vaststelling van een hogere programmeringsnorm zoals bedoeld in artikel 14/2, derde lid, bepaald door de beheersovereenkomst of, in voorkomend geval, door de bestuursovereenkomst of de financieringsovereenkomst, waarin het beginsel van een jaarlijkse evaluatie kan worden opgenomen. Bij gebrek aan een organisatie van het beheer over het model van overeenkomst wordt deze norm door de Regering vastgesteld op voorstel van de beheersinstanties van de betrokken instelling.

Art. 14/13. – Voor de personeelsleden van de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs hebben de mogelijkheden tot benoeming in vast verband uitgevoerd met toepassing van dit hoofdstuk slechts uitwerking met ingang van de datum waarop ze voor onbepaalde duur een betrekking bekleeden waarvan de duurzaamheid niet afhankelijk is van een subsidiëring die extern is aan de Franse Gemeenschap en voor zover ze erom vragen. ».

Art. 63. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XVI. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juni 2018 houdende wijziging van de geldelijke toestand van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren.

Art. 64. Artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juni 2018 houdende wijziging van de geldelijke toestand van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, wordt bij de datum van de inwerkingtreding van dit besluit opgeheven.

Art. 65. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 66. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 april 2019.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. FLAHAUT